

# Dialogue autour du PIR : articulation entre antiracisme et lutte de classe

L'interview ci-dessus s'est déroulée en trois temps : Eric Krebbers (du groupe néerlandais Doorbraak nous a envoyé une liste de questions ; Nad a répondu aux deux premières puis Yves aux neuf suivantes. Enfin, Nad a écrit un texte que nous plaçons en avant-propos qui précise ses positions tant par rapport aux questions d'Eric qu'aux réponses de Yves.

## Avant-propos de Nad

1. Sur les origines et l'évolution des Indigènes de la République (**Nad**)
2. Le PIR partage et propage l'idéologie identitaire dominante (Yves)
3. Critiques violentes contre la gauche mais propositions politiques très modérées (Yves)
4. Le PIR est une organisation nationaliste qui invente ou glorifie les identités ethno-religieuses... (Yves)
- 5... et qui voudrait jouer le rôle d'un think tank «décolonial» (Yves)
6. Les contorsions du PIR face à l'homophobie et au sexisme (Yves)
7. Le PIR minimise et manipule l'antisémitisme (Yves)
8. Le PIR défend les obscurantismes religieux (Yves)
9. Le PIR soutient l'islam politique (Yves)
10. Le PIR essaie de «marcher sur deux jambes» mais promeut le corporatisme ethnique et religieux (Yves)
11. Le PIR a-t-il un avenir ? (Yves)

**Annexe** : Sur la lutte contre l'antisémitisme en France (Yves)

## Avant-propos de Nad

Quand ces questions sur Les Indigènes de la République m'ont été posées, j'ai accepté d'y répondre dans un cadre concret : elles émanaient d'un groupe de camarades non francophones, luttant depuis des années sur le double terrain de la précarité et de l'antiracisme, compris dans une optique très large, incluant la lutte pour l'ouverture des frontières et la régularisation des sans-papiers.

Déjà à l'époque, je n'aurais pas accepté de le faire dans un autre cadre. Depuis, les attentats de janvier 2015 et surtout les conséquences sociales de ces attentats ont rendu cette position encore plus ferme. On ne peut pas faire de critique hors-sol sur tel ou tel sujet, en se drapant dans une «objectivité» personnelle, et de nobles motifs qui nous exonéreraient de l'analyse globale des rapports de forces et de ce qu'il adviendra concrètement de notre critique.

Or, la critique du PIR est devenue quelque chose de très important pour le racisme de gauche et d'extrême gauche, un point central de l'éternelle thèse de la tyrannie des minorités : à bien des égards, le PIR joue aujourd'hui le rôle fantasmagorique incarné par la LDJ dans l'école antisémite de gauche et d'extrême gauche. Il cristallise une haine dont l'objet n'est pas l'organisation politique en elle-même, mais bien la minorité qu'elle est censée incarner, et la critique du PIR est désormais un des moyens pour exprimer cette haine sous couvert respectable.

La présentation du PIR que l'on peut retrouver dans de multiples textes émanant tout aussi bien de proches de la social-démocratie que de groupes communistes ou anarchistes a pour ces derniers un avantage supplémentaire : en présentant le PIR comme une «organisation extérieure au mouvement ouvrier et à la gauche radicale», qui aurait influencé celle-ci à la manière d'un corps étranger, beaucoup de militants et militantes effacent, notamment sur la question antisémite, dix ans de dérives assumées, de collusions théoriques et pratiques avec l'antisémitisme d'extrême droite. Un phénomène dans lequel les Indigènes n'ont absolument pas été un moteur, car le NPA, le

Front de Gauche, *Le Monde Libertaire*, et bien d'autres n'avaient besoin de personne pour récupérer un héritage ancré dans nos histoires politiques.

Reconnaître ce fait fondamental aurait des conséquences même pour celles et ceux qui n'ont pas participé à l'offensive antisémite, mais ont laissé faire ou protesté mollement sans jamais remettre en cause leurs alliances : très clairement, il est beaucoup plus simple pour tout le monde dans la gauche radicale, de faire front sur une exigence d'exclusion du PIR des initiatives de lutte, que se retrouver à attaquer des camarades et des orgas avec lesquelles on bosse au quotidien.

Par exemple, il est beaucoup plus simple de mettre sur le dos des «islamistes du PIR», les événements antisémites survenus dans certaines manifestations dites de soutien aux Palestiniens à l'été 2014, que d'incriminer l'ensemble des organisateurs, ceux avec qui on signe localement et toute l'année divers appels sur toutes les questions.

Ce calcul politique très visible amenait déjà forcément à s'interroger sur le sens même et sur l'utilité réelle d'une critique des Indigènes dès lors qu'on souhaite en tirer des conséquences progressistes.

Après janvier, ce qui était en germe a explosé.

J'avoue très sincèrement que Les Indigènes de la République sont vraiment le dernier de mes soucis politiques depuis des mois. Dans un an et demi, la probabilité que la droite extrême et l'extrême droite prennent le pouvoir est immense et cela donnera une force énorme à tous les mouvements racistes et antisémites extra-légaux, en sus du reste. Ça va être terrible et très dur à mon avis, et donc aujourd'hui ; en tant que précaire communiste, c'est cela qui me préoccupe vraiment. Et voir qu'une partie de l'extrême gauche passe son temps à s'occuper du PIR pendant que l'autre s'occupe des «sionistes», m'éloigne de plus en plus de mon courant d'origine.

Parce que justement, la question sociale est ma priorité, et qu'aujourd'hui avec ses obsessions racistes et antisémites, la gauche radicale dont fait partie le PIR, mais dont font partie aussi celles et ceux qui assimilent lutte autonome des issus de l'immigration et «racialisation», ne fait que détruire et pas construire.

En terme d'antisémitisme, les Indigènes ne sont que les diffuseurs modestes dans des milieux finalement restreints de thèses popularisées par des courants beaucoup plus puissants et novateurs.

L'antisémitisme des Indigènes est bien, lui, un antisémitisme de gauche se voulant universaliste : même dans un texte sur le prétendu «philosémitisme», on trouve l'affirmation selon laquelle ce qui est dit et proposé serait une bonne chose pour les personnes juives, la seule manière de les protéger vraiment. On est malgré tout dans une prétention universaliste qui est typique de la gauche française. Celle qui prétend par exemple opprimer les femmes voilées «pour leur bien», et «pour les libérer». Les mouvements de gauche n'assument jamais leurs pulsions de domination, leur racisme ou leur antisémitisme, parce qu'évidemment, c'est contradictoire avec leur philosophie affirmée.

Simultanément, la vague raciste et islamophobe qui touche tout le champ politique français et la vie quotidienne de tous les racisés est un événement historique incontournable. Depuis janvier, des personnes atteintes de pathologies mentales, des SDF ivres au moment des faits, des salariés dénoncés par des collègues, des voisins dénoncés par d'autres voisins ont pour certains écopé de plusieurs années de prison pour «apologie du terrorisme» lors d'audiences de comparutions immédiates. D'autres voyaient débarquer une armada de policiers surarmés à leur domicile suite à une dénonciation calomnieuse.

D'aucuns estiment que les statistiques sur les actes islamophobes sont gonflées par les «communautaristes» : mais au quotidien, c'est en réalité une infime partie des personnes concernées qui a signalé les insultes dans les transports ou dans la rue, sur le lieu de travail, à la sortie des écoles. La parole d'enfants de six ou huit ans a été considérée comme le signe, soit d'une radicalisation de ces enfants, soit de celle de leurs parents.

Dans les mairies FN, mais également dans celles de droite, l'inventivité en termes de persécution quotidienne s'est développée à une vitesse fulgurante : les élus se creusent la tête pour trouver sans arrêt de nouvelles manières de faire chier les musulmans et les Arabes où qu'ils soient et de les désigner à la vindicte, eux et les «collabos» qui les soutiennent. D'aucuns imposent le porc à la cantine, d'autres s'attaquent au malheureux couplet en arabe d'une chanson de fête de fin d'année, d'autres édictent des circulaires interdisant aux salariés de parler arabe même entre eux, on traque les femmes voilées à Wissous Plage comme dans les sorties scolaires ou dans les facs de droit.

Qu'a répondu la gauche «universaliste» à la terreur raciste ? Rien, car une grande partie était occupée à traquer l'islamisation partout au nom de la prétendue défense de la laïcité. Après janvier, et alors que beaucoup prétendaient que la mobilisation de plusieurs millions de Français le 11 janvier était de «gauche» et «antiraciste», il n'y eu aucune tentative des laïques pour capitaliser cet antiracisme. Aucun appel à manifester contre les agressions ou les incendies de mosquées, aucune mobilisation contre le délit d'«apologie du terrorisme» et ce qu'il a suscité.

Or concrètement, c'était bien une mobilisation de ce type qui aurait pu rendre crédible la critique de l'alliance de quelques groupes de gauche radicale avec l'UOIF et les Indigènes dans le cadre d'un meeting contre l'islamophobie au début du printemps. En son absence, il était particulièrement culotté et imbécile à la fois d'aller incriminer les premiers concernés, fussent-ils réactionnaires, de faire quelque chose qui ne soit pas ce qu'on aurait voulu. Et évidemment, cette initiative ne pouvait que drainer une partie de celles et ceux qui considéraient à juste titre qu'une réaction à l'offensive raciste était nécessaire.

Cette «critique» rappelait celle faite sur des manifestations contre l'antisémitisme, où effectivement, on trouve des réactionnaires, des nationalistes pro-israéliens de droite et des discours racistes. Seulement voilà, là aussi, et

même après l'attentat à l'Hypercashier, il n'y avait pas le choix entre une manifestation de gauche et une manifestation de droite contre l'antisémitisme. Il n'y a eu que celles appelées par des organisations se définissant comme «juives», de droite ou de gauche, où des universalistes de différents courants politiques se sont retrouvés, parce que c'était ça ou rien, et qu'ils trouvaient nécessaire d'être même symboliquement dans la rue pour rendre hommage aux victimes.

Dans ce contexte, la critique du PIR sert de commode dérivatif à une analyse des échecs propres et des renoncements des gauches dans leur ensemble.

C'est très valable aussi lorsqu'il s'agit de critiquer le PIR sous l'angle de la lutte des classes. Certes le PIR considère que la classe sociale n'est pas le critère premier de la division de la société. Grand bien leur fasse. Mais le PS non plus, une partie des anarchistes non plus, le Front de Gauche non plus, lui qui met désormais la France au-dessus de tout.

Or toutes ces forces, contrairement au PIR, s'adressent à l'ensemble de la population. Le PIR ne conseille une réserve face à la lutte des classes qu'à l'ensemble fort minoritaire quantitativement qu'il définit comme Indigène. Donc pourquoi un tel intérêt et une telle focalisation sur ses positions ? Parce que la «gauche universaliste» éprouve un intérêt particulier pour les personnes racisées et a envie qu'elles s'intègrent pleinement dans ses organisations ?

Je n'ai aucunement cette impression. Bien au contraire, le racisme dans les syndicats, ou l'islamophobie à gauche sont très bien tolérées. La porte-parole d'Oser le Féminisme déclarait récemment que pour elle «islam et féminisme étaient incompatibles», et qu'une féministe musulmane et voilée lui posait donc problème. C'est son droit, mais dans ce cas, qu'on ne se plaigne pas que les femmes voilées ayant envie de mener des combats féministes le fassent ailleurs.

De la même manière, les cris d'orfraie devant le concept de «blanc sociologique» développé par les Indigènes mais qui me convient dans une certaine mesure me semblent assez démesurés, notamment lorsqu'ils sont dénoncés comme une atteinte aux «petits Blancs» rmistes et précaires.

Je n'ai jamais vu personne se faire écarter d'une lutte parce qu'il était franco-français. Par contre, au fur et à mesure que montait la vague raciste, j'ai vu de plus en plus de chômeurs et de précaires franco-français tenir des discours offensants pour les précaires racisés, refuser de s'allier à ces précaires, considérer que ceux-ci ne devraient pas être défendus par nos organisations.

Dans un contexte de montée du FN, les salariés racisés doivent pour beaucoup faire face au racisme conjugué des supérieurs ET des collègues. Et ce ne sont pas les thèses des Indigènes qui dissuadent tel ou tel de faire alliance de classe, mais bien la persécution et le préjugé raciste. Préjugé raciste évidemment soutenu par les patrons.

Pour résumer, le PIR n'a pas l'importance qu'on lui donne. Même à mon avis dans l'Université française, et plus globalement dans le champ intellectuel.

D'abord parce que l'Université n'est plus ce qu'elle était : elle n'est plus un lieu de formation des cadres dirigeants de la société actuelle, elle n'est plus non plus un lieu de brassage culturel si massif que cela. Aujourd'hui, la majorité des étudiants travaillent pour financer ses études, et ont donc un temps restreint pour se socialiser politiquement et culturellement sur son lieu d'études. D'où une diminution énorme des effectifs militants étudiants des diverses organisations et une perte d'influence très grande. Ensuite, oui, des chercheurs mènent ce qu'on appelle des études postcoloniales. Pas tant que ça, et il suffit d'aller ensuite dans les bibliothèques municipales pour se rendre compte que peu d'entre elles sont ensuite diffusées à grande échelle. Au niveau médiatique c'est encore plus flagrant : un seul passage des Indigènes de La République à une émission de télé peut déclencher des années de polémique. Mais quel que soit le contenu de ce passage, on ne peut pas évaluer son importance sans le comparer à l'audience des adversaires : par exemple, Caroline Fourest a quand même des chroniques régulières à la radio, une émission de télé sur LCP qui passe au moins tous les mois, et ça, c'est dans les périodes pauvres.

Par conséquent, les thèses «postcoloniales» sont en réalité très peu connues.

En ce qui concerne la diffusion du logiciel antisémite sous couvert d'antisionisme, depuis dix ans, son essor s'est fait de la manière suivante : développé au départ au sein de l'extrême gauche, des milieux alter-mondialistes, il a ensuite été amplifié et diffusé à très grande échelle par la mouvance dieudonniste et soralienne. C'est cette mouvance qui a été le cœur de l'offensive qui a contaminé à une très grande échelle une partie des gens de ce pays, qu'ils soient ou non issus de l'immigration. Comme d'autres, les Indigènes ont couvé et encensé Dieudonné avant que celui-ci ne passe officiellement à l'extrême droite ; plus franchement que d'autres, ils ont continué à lui trouver des raisons et à applaudir une partie de son discours même après. Mais Dieudonné comme Soral sont bien des militants issus de la gauche française dans son ensemble, et pas spécifiquement de mouvements anticoloniaux d'issus de l'immigration.

L'influence des thèses développées par les Indigènes est donc pour moi assez restreinte socialement et touche essentiellement une catégorie socio-professionnelle et militante assez modeste : une partie des classes moyennes supérieures ayant fait des études en sciences humaines assez longues ou étant en cours d'études, et investie dans

quelques mouvements de gauche radicale. Cela ne signifie pas qu'il faille négliger cette influence, d'autant plus, lorsque soi-même, on évolue à l'extrême gauche et qu'on y est donc confronté concrètement. Mais il faut toujours garder à l'esprit l'amplitude exacte d'un phénomène même si on le subit, sans quoi on se condamne à des contresens.

C'est pour les mêmes raisons que je ne partage pas l'assimilation entre les mouvements identitaires liés à l'extrême droite française et ce qu'on peut regrouper sous le nom de «communautarismes». Car les communautarismes minoritaires ont deux caractéristiques.

Un, ils sont minoritaires : je ne parle pas seulement au sens numérique, mais aussi au sens politique. Un exemple très simple : qui peut penser qu'une loi imposera en France le port du voile dans les prochaines années ? Par contre qui peut exclure, à coup sûr, qu'un gouvernement de droite ne va pas étendre les interdictions existantes dans l'espace public ?

De la même manière, beaucoup de gens se scandalisent que dans certains quartiers, les boucheries sont halal (en oubliant généralement de mentionner que la majorité du flux commercial concerne les grandes surfaces installées à proximité, et que les boucheries traditionnelles françaises ont fermé à cause de leurs prix inaccessibles aux prolos qui vivent dans ces quartiers). Mais personne ne se scandalise qu'il n'y ait pas de boucherie halal dans certains villages ou bourgs, même s'il y a des musulmans. Ça a l'air bête de dire ça, mais ça a l'air bête, parce que dans la tête de tout le monde, il n'est pas exactement «naturel», d'être habitant de ce pays, né dans ce pays et musulman, pour tout le monde, les concernés doivent se contenter de l'existant, du «normal» qui est pourtant une tradition spécifique, culturellement et socialement.

C'est cela être minoritaire, et lorsque tu veux juste la normalité, on va te traiter de communautariste : ainsi, si tu es de gauche, mais que tu considères comme important que les gens aient des lieux de culte s'ils le souhaitent, on va mettre en cause ton athéisme, et te traiter d'«islamophile», ou d'«identitaire». Or moi, je défends simplement l'égalité, et défendre l'égalité, oui, c'est aussi défendre le droit de tous à choisir d'être progressistes...ou pas.

Et ça c'est un truc qu'une bonne partie de l'extrême gauche a toujours eu du mal à comprendre : j'ai été «dressée» en milieu anarchiste et donc pendant des années, je me suis dit que je n'avais pas à défendre le droit de vote des étrangers, parce que le vote c'était mal, et que c'était un droit qui ne servait à rien. J'ai mis pas mal de temps à mesurer l'arrogance de cette position, à quel point elle exprimait un sentiment de supériorité : moi qui ai tous les droits, et les ai testés, je décide lesquels sont nécessaires ou pas pour les autres.

Donc, les mouvements qu'Yves appelle «communautaristes» ou «identitaires» m'ont fait énormément de bien, idéologiquement parlant. Et les Indigènes ne me posent pas problème pour cette dimension de leur engagement. Au sens où j'estime que ce qui est appelé «communautarisme» est aussi une auto-défense à certains égards et pas du tout incompatible avec la lutte des classes. C'est le deuxième point sur lequel je ne suis pas d'accord pour parler d'«identitaires» en général.

Parce que les identitaires franco-français ne se défendent pas, ils attaquent. Ils ne sont pas victimes d'un racisme soutenu par le capitalisme en France. Ils ne subissent pas la discrimination, à l'école, au travail, dans la rue. Ils ne sont pas, par un étrange hasard, sur-représentés dans tous les secteurs les plus pourris de la production : nettoyage, bâtiment, restauration rapide, aide à la personne. Ils ne sont pas du tout menacés dans leur culture par les minorités, même si certains en sont vraiment persuadés. Ce n'est pas du tout le même processus politique et psychologique.

La menace raciste, antisémite ou homophobe, elle, est réelle. Et tellement puissante qu'aujourd'hui, en France, elle est également incarnée par des gens qui sont pourtant, factuellement, menacés par la domination globale des oppresseurs.

Et c'est cela que je combats chez les Indigènes d'ailleurs : pas du tout qu'ils soient «communautaristes», mais qu'ils aillent eux aussi manger à la gamelle de l'antisémitisme et de l'homophobie bien française.

Parce que là-dessus, on peut plaquer toute la rhétorique nationaliste arabe ou celle de l'islam politique, on reste ce qu'on fait. Pour ma part, le peu de fois où j'ai parlé avec des gens qui sont réellement des tenants de ces courants, c'était tout à fait différent du discours des Indigènes : c'est-à-dire qu'ils assumaient parfaitement de combattre à mort l'ensemble des Israéliens et des nationalistes Juifs et de leur attribuer une volonté hégémonique militaire et diplomatique...qu'ils opposent à une autre volonté hégémonique, la leur. Dans ce cadre, toutes les armes sont bonnes à prendre et tous les alliés, aussi, antisémites européens compris. Et de la même manière, pour les militants de l'islam politique, il n'y a aucune honte à assumer de rêver d'un monde entièrement musulman et converti, et à défaut de la plus vaste sphère d'influence possible...exactement comme nous rêvons d'un monde communiste, d'ailleurs.

**Eric : Pardonne-moi mais je ne comprends pas bien ton parallèle entre communisme et islam.**

**Nad :** Leur point commun par rapport à d'autres grandes idéologies qui ont entraîné les foules est l'universalisme du propos: tout le monde ne pouvait pas devenir nazi, car il y avait des critères raciaux. Certaines religions ne sont pas prosélytes. L'islam comme le christianisme comme le communisme sont ouverts à toute l'humanité dès lors qu'elle accepte les principes du mouvement. Bien sûr ce n'est que de la théorie, dans les faits, ça se passe différemment, mais il y a cette caractéristique, qui s'accompagne d'une dimension prophétique sur

l'avènement d'un monde nouveau qui concernera TOUT le monde, d'une volonté d'expansion du mouvement parfaitement assumée.

Pour le reste, je ne sais pas si chaque personne se prétendant communiste l'est. Au regard de quoi ? La vérité, c'est que chacun aura ses critères: d'aucuns te diront que le stalinisme étant ce qui a rassemblé le plus de monde et dirigé des pays est bien le communisme réel. D'autres que le communisme réel est celui de telle ou telle interprétation de Marx ou de tels héritiers mais pas de tels autres. D'autres encore te diront que le vrai communisme est celui de la lutte des classes pures et non des partis.

Nul ne peut départager tout ça d'un point de vue extérieur et objectif, et surtout pas nous, qui comme d'autres, pensons être dans le droit chemin. C'est la même chose pour l'islam, tant que le Prophète ne sera pas revenu, on ne saura pas s'il aurait choisi Daesh ou l'imam de Drancy comme respectant la parole de Dieu.

Le communisme est ce qu'il a été concrètement, du très bon et du terrible n'ayant rien à envier à l'intégrisme religieux. Et pour aller plus loin, je pense qu'il faut toujours garder à l'esprit que l'idéologie n'est pas tout dans un mouvement politique: de même que Staline, bien évidemment, a été irrigué et inspiré par bien d'autres modèles politiques que ceux dont il se revendiquait, aujourd'hui ce n'est évidemment pas le Coran qui inspire Daesh par exemple. Et si on n'analyse pas les choses en terme de classe, de conditions socio-économiques on tombe dans l'abstrait.

Oui, Staline était issu du mouvement communiste, mais il n'était pas QUE cela, et même à partir du moment où il prend le pouvoir, il est concrètement de moins en moins cela.

De la même manière, ce qui régit un mouvement comme Daesh a de moins en moins à voir avec ce qui régit la simple pratique religieuse de millions de croyants.

En conclusion, dans la période actuelle, les Indigènes de la République me paraissent un épiphénomène et/ou une émanation parmi d'autres de ce qu'est une grande partie de la gauche radicale aujourd'hui. Une gauche qui a sombré dans la facilité, qui a vraiment renoué avec ses vieilles tares et qui est devenue incapable de construire des mobilisations et une culture antagoniste au fascisme et au capitalisme. Une gauche, qui finalement adopte les mécanismes dominants de pensée sur la «tyrannie des minorités»: il n'y a qu'à voir quantitativement les sujets des analyses. Les textes consacrés aux «sionistes» et aux «islamistes» dépassent de loin les textes consacrés au MEDEF.

Aujourd'hui, c'est cela qui paralyse la pensée émancipatrice : on l'a vu notamment avec les révolutions arabes. Pour beaucoup de militantes et militants, très vite, les thèses conspirationnistes ont été une explication commode et satisfaisante. Qu'il s'agisse de dire qu'on était en face de manigances du genre «révolution orange», ou qu'il s'agissait de la poussée de mouvements islamistes tenus en sous main par le Qatar ou les Frères Musulmans. Si la révolution tunisienne a suscité un élan de solidarité, il n'a pas du tout existé pour la Lybie ou pour la Syrie, où les analyses anti-impérialistes ont pris le dessus.

C'est pour ça que les analyses tendant à présenter les Indigènes comme des suppôts de tel ou tel islam politique sont ridicules : car les courants se réclamant de l'islam ont soutenu la révolution syrienne, et c'est tout à leur crédit. En France, la solidarité avec les victimes syriennes ne se confond pas du tout avec l'attrait pour Daesh dans les milieux musulmans, bien au contraire. C'est réellement une exigence de démocratie et l'horreur face aux massacres commis par Assad qui ont mobilisé beaucoup de jeunes gens notamment sur le soutien humanitaire, mais pas seulement.

**Eric : Peux-tu préciser la différence entre la démarche des associations musulmanes et celle des Indigènes ?**

**Nad :** Je pense que les Indigènes comme beaucoup d'autres groupes se donnent une filiation: celle du nationalisme arabe, celle de certains courants de l'islam politique à certains moments, car ils sont très fluctuants là dessus.

Déjà, on est face à deux choses très différentes et en opposition concrète depuis des dizaines d'années, en concurrence permanente dans les pays concernés. Ce sont des courants très différents et on le voit notamment en Egypte ou en Algérie où cela va jusqu'à l'affrontement à mort.

Or, en France, dans les analyses politiques, tout est complètement simplifié, c'est limite si le simple fait qu'un chef d'Etat soit musulman ne règle pas le débat.

Et les Indigènes aussi sont dans cette simplification permanente: leur histoire de la décolonisation et de la post-colonisation, c'est vraiment tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil, tous ensemble, tous ensemble. L'inverse du discours raciste «Ils sont tous méchants.»

Quand je les lis, je lis surtout la rhétorique anti-impérialiste classique: dès lors qu'un mouvement ou un Etat s'oppose à l'impérialisme américano-sioniste, on soutient. Vraiment le B.A BA du gauchiste ordinaire, qui s'est complètement cassé la gueule avec les révolutions arabes et la révolution syrienne. Tant qu'il s'agissait de la Tunisie et de l'Egypte, c'était tenable: Moubarak comme Ben Ali étaient des «suppôts» de l'impérialisme, donc on soutenait la révolution.

Mais avec Assad et Kadhafi, le problème s'est posé très différemment: parce que là, on était en face de héros antisionistes et anti-impérialistes selon le catéchisme en vigueur. Et ça été encore pire quand les super-héros du Hezbollah sont venus massacrer en Syrie pour le compte du régime. Et ne parlons même pas du récent mouvement de classe au Liban qui a concerné toutes les communautés.

Cette irruption de revendications démocratiques et la répression qui a suivi en Syrie, où l'on en est au stade des crimes contre l'humanité a totalement déstabilisé cette mouvance et l'ensemble de la gauche radicale anti-impérialiste.

Les Indigènes, mus par l'anti-impérialisme et l'antisémitisme étaient affreusement emmerdés par cette révolution : car Assad était censé être le représentant des «damnés de la terre», et que les damnés de la terre ne soient pas du même avis était très ennuyeux pour la cohérence de l'analyse anti-impérialiste. De la même manière, les Indigènes ont toujours soutenu Nasrallah et le Hezbollah comme sublimes étendards de la résistance à l'américano-sionisme, donc quand le sublime étendard a commencé à massacrer aux côtés des troupes d'Assad en Syrie, le malaise était palpable....mais tout comme il l'a été dans l'ensemble de la gauche radicale. Seul le NPA a réellement pris des positions pour la révolution syrienne et encore, très précautionneuses. Dans le même temps, PCF et Front de Gauche invitaient des représentants du régime syrien à la Fête de l'Huma.

Notons qu'au moins les Indigènes ne sont pas allés jusqu'au soutien à Assad et Poutine qu'a adopté de fait le Front de Gauche.

En tout cas c'est une différence absolument fondamentale avec les mouvements religieux musulmans en France, qui n'avaient pas du tout cette contradiction, n'ayant pas une vision anti-impérialiste. La solidarité avec les Syriens anti-régime et avec la population civile syrienne se manifeste sans trêve depuis quatre ans dans ces sphères-là. C'est même devenu quasiment aussi important que les appels aux dons pour la Palestine.

Si on ne comprend pas cette différence (et la comprendre ne signifie pas dire que les raisons de soutenir la population syrienne sont forcément les nôtres), on se condamne tout bêtement à ne rien comprendre de ce qui se passe non seulement là-bas mais ici.

Nous sommes entrés dans une nouvelle période historique mondiale, toutes les lignes sont en train de bouger et travaillent les sociétés, toutes les sociétés, car le progrès technologique crée des phénomènes absolument jamais vus en terme de communication, de savoir sur ce qui se passe à l'autre bout du monde et donc de réappropriation.

Lire les choses avec des grilles datées de quarante ans peut donc parfois être très dangereux.

Pour revenir au PIR, je pense donc qu'il a aussi peu à voir avec l'islam politique qui était celui des Frères Musulmans au milieu du XX<sup>e</sup> siècle ou avec le nationalisme arabe de cette époque....que nous avec Lénine ou avec Staline. Revendiquer un héritage ne suffit pas, il faut confronter les pratiques et les positionnements réels.

Pour moi, le PIR est un groupe issu de la gauche radicale, irrigué par des mémoires contradictoires et complexes, dont le projet de société est tout bêtement celui d'une démocratie représentative où ils auraient un rôle de représentation des issus de l'immigration. Rôle qu'ils cherchent à conquérir en faisant feu de tout bois pour rallier un maximum de gens, invoquant en vrac Angela Davis et Nasrallah, Malcolm X et le Hezbollah. Tour à tour panafricanistes puis invoquant la Oumma et son unicité. Ce bordel idéologique ne signifie pas que ça ne marchera pas, bien au contraire, quand tu veux représenter, il faut à la fois provoquer et qu'on parle de toi et être consensuel, et inscrit dans la logique représentative.

Donc tu invoques des partisans de la lutte armée, mais tu recrutes des conseillers municipaux. Tu te réclames de la plus grande des radicalités, mais finalement tu fais une manif et un concert de fin.

En conclusion, puisque, au départ, ces questions étaient mues par l'émergence d'un groupe inspiré des Indigènes en Hollande, que serait le conseil que je puisse donner ?

Et bien je dirais que les camarades devraient continuer comme ils ont toujours fait, en mêlant lutte des classes et antiracisme, ce qu'ils ont réussi jusqu'ici bien mieux que nous. Et en se tenant à l'écart des émanations de la gauche radicale, altermondialiste, anti-impérialiste, antisémitiste, tout en la critiquant vertement. Puisqu'ils font partie des groupes qui ont dénoncé l'antisémitisme de gauche dès le début des années 2000, ils ont déjà tous les outils pour faire face à ce qui est à mes yeux un épiphénomène.

De toute façon, cette gauche européenne-là est à bout de souffle. Il est fort probable qu'une nouvelle génération se forme actuellement dans les luttes de solidarité avec les migrants notamment, et aussi sur le terrain, dans les micro-luttes de classes. C'est-là dessus qu'il faut compter.

## 1. SUR LES ORIGINES ET L'EVOLUTION DES INDIGENES DE LA REPUBLIQUE

**Eric : Peux-nous parler des origines des Indigènes de la République ? Comment ont-ils commencé ? Dans quel contexte politique ?**

**Nad :** L'appel initial des Indigènes de la République est lancé en janvier 2005. Le contexte de l'époque est très problématique pour la gauche, l'extrême gauche et les luttes sociales en général. En 2002, une abstention massive, créée en partie par la politique antisociale désespérante de la gauche au pouvoir et par son orientation sécuritaire accentuée après le 11 septembre, a amené l'extrême droite au second tour de la présidentielle, puis la droite dure au pouvoir. En 2003, le mouvement contre une réforme des retraites subit une défaite cinglante : cette défaite diminue beaucoup le crédit des syndicats, notamment parce que leurs bureaucraties ont refusé de lancer une lutte commune public/privé, et ont même freiné les mobilisations unitaires à l'intérieur du service public.

L'amertume, la démobilisation et le défaitisme sont au rendez-vous dans les rangs du mouvement social : or, dans le même temps, la vague antimusulmane post-11 septembre a créé une réaction défensive chez beaucoup de jeunes, issus de l'immigration et de culture musulmane, et généré un attachement identitaire nouveau pour cette religion ; ses structures culturelles et culturelles sont aussi une alternative de socialisation dans un contexte où l'Etat se désengage socialement, et où l'extrême gauche ne cesse de perdre du terrain au niveau local, d'autant que cette dimension a été totalement désertée à cause de la mode altermondialiste.

Dans ce contexte, une énième affaire du «voile» secoue un lycée où des professeurs décident de se mobiliser contre des élèves qui le portent. A la différence de ce qui se passait dans les années 80 et 90, la gauche socialiste mais aussi une grande partie des voix d'extrême gauche et libertaires prennent une position d'exigence d'une loi d'exclusion des filles voilées de l'école publique. En réaction, des collectifs se constituent qui mêlent militants religieux et militants d'extrême gauche pour combattre cette loi, mais aussi toute mise en cause de la réaction religieuse, pour beaucoup.

En novembre-décembre 2005, des émeutes éclatent suite à la mort de deux jeunes habitants des quartiers populaires et issus de l'immigration, elles s'étendent dans toute la France. Le pouvoir proclame l'état d'urgence hérité de la guerre d'Algérie.

L'extrême gauche n'a absolument aucun rôle, aucune prise directe sur les événements, et ses militants et militantes en sont réduits au rôle de commentateurs, le plus souvent sur la base de témoignages indirects ou de ce qu'on voit à la télé. Les fantasmes vont donc bon train : certains y voient le prélude d'une révolution, d'autres une manipulation islamiste ou la main des «voyous du Lumpen» ; d'autres écrivent des poésies inspirées sur l'incendie des «symboles de l'Etat», même lorsqu'il s'agit d'écoles maternelles ; d'autres crient au scandale pour chaque voiture brûlée.

Mais qu'il s'agisse de la critiquer ou de l'encenser, la dimension ethnique de l'interprétation prédomine sur celle de classe : alors même que les arrestations témoignent d'une représentation assez équilibrée des Franco-Français et des personnes issues de l'immigration dans les quartiers où cette mixité existe encore, alors même que l'immense majorité des interpellés ont en commun avant tout leur statut de chômeurs, de précaires ou d'ouvriers, c'est uniquement sous l'angle de la réaction au racisme des «anciens colonisés» que les choses sont abordées.

C'est dans ce contexte qu'est lancé l'appel des «Indigènes», qui reprend un vocable issu du monde juridique et politique colonial, alors que le vocabulaire dominant dans la décennie précédente était «issus de l'immigration». C'est une impression personnelle, mais je pense que le succès de cet appel tient beaucoup à l'impression de la gauche radicale de ne plus être du tout partie prenante de ce qui se passait dans les quartiers populaires et chez la jeunesse issue de l'immigration : pour beaucoup, un appel revendiqué «Indigènes», c'était aussi un moyen simple de se sentir «en phase» avec la banlieue.

L'appel en lui-même est très radical, évoque les discriminations au travail aussi bien que celles dans l'accès au monde politique et dénonce globalement des réalités racistes flagrantes : mais il reste très vague, ce qui permet un afflux de signatures. Notamment celles de pontes du PCF et des Verts dont les partis ont exercé le pouvoir moins de cinq ans auparavant et cautionné la répression des luttes sociales, d'élus en poste dans des villes de banlieue ou à Paris qui mènent dans ces villes des politiques d'exclusion et de refus des droits sociaux. Bref, cet appel s'inscrit surtout dans la ligne des centaines d'autres qui fleurissent quand la droite est au pouvoir, et que signent des deux mains les responsables de la gauche radicale, tant que ça ne les engage à rien. Bien loin d'être «islamistes», comme la légende construite par nombre de racistes de gauche le proclamera, ses initiateurs sont, certes, issus de l'immigration pour la plupart, mais tous évoluant jusque-là dans les diverses chapelles associatives, politiques ou syndicales de cette gauche radicale. Un mois plus tard, la signature de Tariq Ramadan fera certes événement...sauf qu'il y a à l'époque déjà quelques années que Ramadan est régulièrement invité aux forums sociaux de l'altermondialisme, où il est considéré comme un Monseigneur Gaillot musulman, la gauche radicale ayant une tradition de promotion de certains dignitaires religieux.

**Eric : Comment ce mouvement s'est-il développé ? Compte-t-il de nombreux membres ? Quel genre de gens sont attirés par les Indigènes ?**

**Nad :** L'appel initial se donne pour objectif l'organisation d'«Assises de l'anticolonialisme». En France, dans la gauche radicale, beaucoup d'appels sont lancés régulièrement sur tous les sujets (du chômage au féminisme en passant par l'écodéveloppement) proposant toujours des assises unitaires ; puis, lorsque ces assises sont organisées, chaque chapelle politique cherche évidemment à imposer ses vues et à se réapproprier l'initiative, et en général, après polémiques et accusations réciproques, une petite partie des appelants initiaux crée une organisation réduite.

C'est aussi ce qui va se passer pour l'appel des Indigènes : l'appel va finalement se transformer en la création d'une association, plus restreinte et orientée de manière beaucoup plus spécifique. D'une part, l'organisation d'événements anticolonialistes avec d'autres collectifs, d'autre part, l'élaboration d'un discours théorique qui va évoluer dans le sens d'un affrontement avec l'analyse de classe. On partait d'un appel qui parlait d'un cumul des oppressions sans forcément les hiérarchiser, mais ensuite, un discours très offensif va se développer, selon lequel l'hypothèse de classe servirait à masquer la domination majeure, celle du néocolonialisme, au sein de la gauche française. Ce qui est assez anachronique, puisque, en réalité, l'analyse de classe est assez peu présente dans une

gauche, radicale ou pas, où l'on parle de plus en plus d'antilibéralisme et d'antimondialisme, et de moins en moins d'anticapitalisme, et où dix ans de discours «altermondialiste» ont conduit à un abandon assez clair des discours contre le salariat pour s'orienter vers la défense du «commerce équitable» contre la «multinationale», du «petit entrepreneur honnête» contre les grands groupes.

Donc, les Indigènes ne révolutionnent rien en entonnant à leur tour le refrain sur la lutte des classes qui ne correspondrait pas à la réalité. D'ailleurs, ils ne révolutionnent rien en général : par exemple, leur évolution vers une perpétuelle remise en cause de l'antisémitisme, vers la dénonciation de la «religion civile de la Shoah», vers une opposition entre le combat contre le racisme et le combat contre l'antisémitisme est exactement similaire à celle de nombreux autres groupes de la gauche radicale depuis le début des années 2000. Il en va de même pour leur rapport à Dieudonné, qui suit celui d'une certaine gauche en général : du soutien au «soutien critique» à la condamnation toujours assortie de réserves, condamnation assez formelle, puisqu'elle se conclut toujours sur l'injustice de la répression à son égard.

De même, ils ne sont pas plus nombreux que l'ensemble des organisations de la gauche radicale et il s'agit plutôt d'une courbe descendante avec les années. Il ne suffit pas de donner une coloration religieuse de plus en plus ostensible à un discours pour concurrencer les organisations religieuses, par exemple. Or, dans la seconde moitié des années 2000, une partie de la jeunesse qui s'engage le fait en fonction de sa religion et/ou de sa communauté : c'est une réalité présente aussi bien chez les juifs, les chrétiens et les musulmans. Qu'il s'agisse de s'investir dans l'humanitaire, dans la création de médias d'information, ou en politique, c'est beaucoup par ce biais-là que l'engagement collectif va prendre forme, et souvent évidemment sous une forme réactionnaire, même si ce n'est pas toute la réalité, loin de là.

Dans le même temps, la montée de l'extrême droite touche aussi l'ensemble du corps social, et les fascistes ont su faire une révolution culturelle qui leur permet de toucher absolument tout le monde, même les minorités victimes des agissements fascistes.

**Eric : Veux-tu dire que l'extrême droite pousse les gens à penser en termes de culture plutôt que de classe ?**

**Nad :** Ca va plus loin que ça, l'extrême droite joue un rôle conscient de destruction de la lutte des classes, c'est un des fondamentaux de ce courant politique dont on ne doit jamais oublier qu'il naît à la fois en réaction aux révolutions démocratiques, à la modernité capitaliste ET au socialisme, pas le socialisme utopique mais le marxisme, le matérialisme historique, et le mouvement ouvrier.

En France, cela prend deux visages complémentaires : d'un côté une critique de l'existant qui prend appui sur le malheur de toutes les couches sociales qui perdent un statut du fait de l'évolution inexorable des conditions de production, elles-mêmes déterminées en partie par les évolutions technologiques et en partie par le fait que le capitalisme empêche ces évolutions de profiter à tous.

Ainsi, la révolution numérique, l'évolution extraordinaire de la biologie, de la physique appliquée, sont mises au service de l'exploitation capitaliste au lieu d'être au service de l'humanité. Et dans ce grand bouleversement, le capitalisme se débarrasse des populations «surnuméraires», ou dégrade le niveau de leur salaire et leur statut. La «crise actuelle», avant d'être celle des subprimes est surtout celle de ce qu'on a appelé la classe moyenne occidentale, des cadres, des professions intellectuelles qui sont désormais soumises à la destruction de leurs statuts sociaux et à l'intense dévaluation de leur niveau de vie, de leurs perspectives de carrière et d'ascension sociale.

Cela pourrait les rapprocher du prolétariat du bas, mais les choses ne sont jamais automatiques : en France depuis quinze ans, le discours et la pratique fasciste ont réussi à imposer une autre direction à la colère et à l'angoisse de ces couches sociales dont il faut bien réaliser qu'elles avaient globalement un niveau d'adhésion au système politique et économique précédent assez élevé. Les fascistes ont donc réussi à les amener à la défense de l'ordre ancien, la Nation prétendument protectrice opposée au «nouvel ordre mondial», au «mauvais capitalisme» qui impose les bouleversements : et bien sûr, dans ce contexte, la structure de pensée antisémite est une nouvelle fois l'alliée du fascisme.

Je dis bien la structure de pensée, car s'il y a bien un vaste courant d'opinion qui désigne clairement «les Juifs» (notamment toutes celles et ceux, et ils sont très nombreux, qui ont clairement adhéré au dieudonnisme), la vision inspirée par l'antisémitisme va bien au delà : ce que dit le FN, par exemple, qui ne critique jamais LA bourgeoisie, et le rapport social induit par le capitalisme salarial et post salarial, c'est : il y a une «oligarchie», il y a des «élites mondialisées», opposées aux bons patrons, aux bonnes élites nationalistes qui remettraient en place un «bon capitalisme».

Les Indigènes là dedans ? Eh bien il se trouve d'abord que CE discours malheureusement émane aussi de toute la gauche radicale, qui a révélé dans ces quinze dernières années des «trésors» de réaction sur tous les sujets : nationalisme échevelé, technophobie, discours anti-scientifique, apologie des sociétés précapitalistes et des ordres anciens.

Il suffit de lire Khiari et ses délires sur les sociétés précoloniales, l'apologie de la tradition, le rejet du progressisme pour voir que ça s'inscrit là-dedans. Et en termes de composition socio-professionnelle, les leaders Indigènes ne sont pas des prolos du bas, évidemment, mais des membres de ces catégories professionnelles dont



nous avons parlé plus haut, donc évidemment susceptibles d'être influencés effectivement par les idéologies dont nous parlons.

De manière plus globale, alors que tout le monde parle de la prétendue «non-intégration» des issus de l'immigration, je pense que le succès de Dieudonné ou Soral, comme la victoire de la droite dure dans de nombreux quartiers populaires comme le retour du religieux montrent tout bêtement qu'au contraire l'intégration a très bien fonctionné : il n'y a pas de différence majeure entre l'évolution politique des issus de l'immigration et le reste de la population, la différence est simplement due à des traditions, des us et coutumes qui divergent en apparence. Le retour du religieux réactionnaire reste le même qu'il soit incarné par l'adhésion à une pratique musulmane ou catholique, et on a bien vu avec le public de Dieudonné ou Soral qu'il attirait absolument tout le monde.

Et aujourd'hui, des phénomènes de lutte armée violente au service d'idéologies démentes touchent tout le monde : il y a bien les départs vers Daesh d'un côté et le néonazisme terroriste de l'autre.

La lutte des classes, la question sociale en général est invisible aux yeux de la classe qui la mène, et dévalorisée culturellement, ça aussi, c'est la victoire du fascisme : si tu fais une manifestation contre les musulmans à 200, tu seras relayé médiatiquement, valorisé par toute l'extrême droite nationale, si tu fais une manif syndicale à 500, tu seras content si tu as une minute au journal régional.

Désormais, le fascisme est au centre du débat politique : même les forces qui prétendent s'opposer à lui ne font que chercher de manière absurde à donner les «bonnes réponses» à ses «mauvaises questions» au lieu de développer leurs questions.

Le «problème musulman» est évidemment le meilleur exemple : TOUTES les forces politiques se sentent obligées de reconnaître ce problème, d'ailleurs nous-mêmes en parlant du PIR que faisons nous ? En partie nous souscrivons à cela. Pendant que nous parlons de ça, nous ne parlons pas d'autre chose, et le fait de ne pas en parler l'empêche en partie d'advenir.

Dans ce contexte très difficile, de nombreuses composantes de la gauche radicale et du mouvement social sombrent dans le brun ou tout au moins dans la collusion idéologique avec une partie du camp fasciste.

Le symptôme le plus évident est la quasi-hégémonie de la «concurrence des mémoires», du «deux poids deux mesures», qui sert de base à beaucoup d'analyses : dès le milieu des années 2000, les luttes des diverses minorités se comparent d'abord au statut des autres minorités et en premier lieu à celui des Juifs. En France, la reconnaissance de la spécificité du génocide commis contre les Juifs, mais également de la participation pleine et entière de l'Etat français n'a vraiment émergé qu'au début des années 80, après d'immenses combats antiracistes. Mais moins de trente ans après, ces combats disparaissent de la mémoire collective et les fascistes imposent une mémoire tronquée où les Juifs seraient, depuis la Libération, des «privilegiés» de l'antiracisme étatique. Toutes les victoires obtenues, au niveau de la reconnaissance historique comme de l'enseignement du génocide dans les écoles sont transformées en «problèmes», en «symptômes» de soutien à l'Etat d'Israël, ou en tentatives de masquer les autres formes de racisme.

Il y a, dans ce discours, un parfum de défaitisme et de rancœur qui rappelle à beaucoup d'égards ce qui se passe dans le même temps au niveau de la lutte des classes, sous l'influence directe des discours de droite et d'extrême droite : là aussi, les victoires et les acquis sociaux, par exemple, les statuts des fonctionnaires ou les droits sociaux en cas de chômage sont présentés et perçus comme les privilèges insupportables d'une «minorité sociale», que jalourent les autres parties du prolétariat.

Dans les deux cas, la fonction du discours est la même et ses effets aussi : division et rancœur compromettent toute possibilité de vaste unité et surtout exonèrent les véritables responsables de la colère légitime des opprimés qui, en conséquence, se retournent contre d'autres opprimés.

Les Indigènes ne sont pas les seuls sur ce terrain-là, mais ils ont un rôle particulier, du fait de ce qu'ils prétendent représenter : souvent quand des groupes ou des individus franco-français ont envie d'entonner leur petit refrain contre la lutte contre l'antisémitisme, ils vont citer les «Indigènes», manière de dire : «Ce n'est pas moi qui le dis, ce sont les Arabes, qui sont eux-mêmes victimes du racisme.»

Leur influence me semble surtout importante à ce niveau-là : elle est renforcée également par la publicité négative qui leur est faite par les racistes de gauche comme de droite. Ainsi en 2008, une grande offensive médiatique et politique les dénonce comme exemples typiques du prétendu «racisme anti-Blancs» : leur porte-parole a en effet parlé des «souchiens» pour qualifier les Franco-Français, répondant sur le mode ironique à la banalisation du terme «français de souche» par l'extrême droite et la droite, et mettant en lumière une réalité indéniable : en France, on qualifie sans problème une partie des Français selon les origines de leurs parents ou de leurs grands-parents, et les seuls Français «tout court» sont celles et ceux qui correspondent à la norme culturelle dominante.

**Eric : Ce que tu viens de dire me semble un peu bizarre.**

**Nad :** Mais en France, tout est un peu bizarre à ce niveau-là. Par exemple, le débat politique sur les «issus de l'immigration» est central depuis au moins trente ans, j'ai toujours été un sujet de débat ou plutôt un objet depuis que je suis née. Dès que tu as conscience du monde qui t'entoure, tu apprends que tu es jugée, évaluée, attendue en fonction de ce critère-là. Personnellement, je ne parle pas arabe, je suis de la troisième génération, je ne suis jamais allée en Algérie, mes parents étaient athées...mais mon seul nom a fait de moi une Arabe, au sens où il a toujours

joué un rôle dans ma vie sociale. Non seulement j'ai subi le racisme ordinaire, mais j'ai également subi, et de manière encore plus forte, ce racisme qui ne dit pas son nom, celui qui consiste à t'imposer une identité même positive contre ton gré : à l'école, j'étais la bonne élève «d'autant plus méritante au vu de ses origines» ; en politique, on m'a présenté mille et mille fois comme l'issue de l'immigration anarchiste face à ce qu'Yves appelle les identitaires de gauche. J'ai appris pendant toute ma jeunesse par les médias que j'étais l'exemple d'une intégration réussie, parce que j'aime Zola et Balzac et que je mange du cochon.

Donc tu es jugée à partir de critères génétiques, et forcément ce jugement te construit sociologiquement. Mais si toi, tu retournes le jugement, et que sociologiquement tu caractérisés ceux qui culturellement ne sont pas l'objet de ce jugement, ceux qui te jugent et qui ne sont pas seulement les membres de la bourgeoisie, mais aussi le prof, le collègue de taf, le camarade, alors tu fais de la «racialisation».

Pour l'anecdote, j'ai appris qu'Yves était noir bien avant de le connaître, par exemple. Tout simplement, parce qu'un jour, alors que je critiquais je ne sais plus quel texte en disant sur un point précis qu'il s'agissait à mon avis d'une erreur assez commune dans la gauche française, on m'a répondu, sur un forum anarchiste «mais Yves Coleman est un métis noir».

Donc quand Yves me demande ce que j'ai appris de ceux qu'il appelle les «identitaires de gauche», eh bien je dirais qu'ils m'ont appris à me défendre, sur certains points. A retourner le stigmaté, à déstabiliser ton interlocuteur, à l'attaquer là où ça fait mal pour lui faire prendre conscience du mal politique qu'il fait, lui.

C'est là où je trouve le concept de «Blanc sociologique» très utile. Dans mon expérience militante au sein de la gauche radicale universaliste, j'ai subi longtemps du racisme sans savoir comment le dénoncer efficacement. Par exemple, dans la lutte des classes, beaucoup de camarades sont persuadés qu'il faut discuter paternellement avec le prolo raciste ou antisémite, lui expliquer son erreur, ne pas le rejeter d'emblée. Mais pas un instant, ils ne perçoivent à quel point ça peut être humiliant et éprouvant pour les personnes racisées d'avoir à endurer cela, et bien souvent on ne pose même pas la question «Et si on lui disait d'aller se faire voir ?». Ce problème-là quand tu l'exposes objectivement, on te prêche la patience, la nécessité de ne pas rejeter les gens, et tout ça. Mais quand tu dis le mot magique, «C'est facile pour toi qui es blanc», bon au moins ça crée le malaise chez les camarades, ça crée de la colère et ça ouvre le débat même par la confrontation.

C'est pour ça que je parle de norme, il faut rendre visible la norme sous-entendue, exactement comme en matière de genre. Je trouve essentiel qu'une partie des gens intériorisent qu'ils sont «hétéros», pas juste «normaux», hétéros comme d'autres sont homos, lesbiennes, ou transgenre.

L'égalité, c'est quand tout le monde est nommé ou que personne ne l'est.

C'est un peu la même chose qui se produit à l'été 2014 lorsque des attaques antisémites éclatent autour de manifestations appelées par l'ensemble de la gauche radicale : une partie des commentateurs pointe essentiellement les Indigènes de la République, voire les désigne comme la bête noire à exclure d'un mouvement de gauche prétendument vierge sur l'antisémitisme. Les accusations les plus idiotes circulent, comme celles d'un soutien à Daesh. Cela permet commodément la désignation de boucs émissaires, plus ou moins étrangers, qui évacue totalement la question globale de l'antisémitisme de gauche.

**Eric : Participant-ils à des luttes concrètes contre le racisme, par exemple ? Que font-ils pratiquement, à part mener des recherches et écrire des articles ? Exercent-ils une réelle influence, ou sont-ils un groupe marginal ?**

**Nad :** Oui, ils participent à certaines initiatives et en initient d'autres: en décembre 2014, ils ont par exemple été une partie importante du mouvement contre une exposition «artistique» [Exhibit B] se voulant antiraciste...et qui reproduisait des zoos humains. Et s'ils ont été une partie importante de ce mouvement, c'est notamment parce que la plupart des organisations antiracistes connues défendaient cette exposition envers et contre tout, sans se soucier un seul instant de l'avis des personnes concernées et blessées.

De la même manière, ils font partie de toutes les initiatives pro-palestiniennes et agrègent énormément de monde dès qu'une offensive militaire israélienne a lieu.

Mais dans ces deux cas, le vrai problème n'est pas seulement que les gens choisissent une mobilisation et des pratiques toujours biaisées, toujours empreintes d'un anti-impérialisme qui dissimule mal un soutien aux forces et aux gouvernements réactionnaires, voire fascistes issus de l'islam politique, toujours fondées sur la prétendue «concurrence des mémoires» (ainsi le communiqué commun<sup>1</sup> entre le Parti des Indigènes de la République et la Brigade antinéophobie sur l'exposition «Exhibit B» fait référence à l'affaire Dieudonné en le présentant encore comme une victime). Le problème est aussi l'absence d'un front antiraciste universaliste et, pire, les positions empreintes de racisme et de paternalisme de ceux qui se prétendent universalistes.

Ce problème est clair quand on s'intéresse aux positions prises dans les affaires de prétendu racisme anti-Blancs comme dans celle d'Exhibit B : dans les deux cas, les organisations antiracistes universalistes ont été en dessous de tout.

Ainsi une partie des organisations antiracistes, notamment le MRAP et la LICRA valident-elles la notion de racisme anti-Blancs allant jusqu'à soutenir des personnes qui s'en prétendent victimes.

---

<sup>1</sup> <http://indigenes-republique.fr/exhibit-b-les-points-sur-les-i/>

Dans l'affaire Exhibit B, plusieurs organisations antiracistes ont défendu cette performance et traité les gens qui la dénonçaient de «communautaristes», de pourfendeurs de la liberté d'expression. Concernant cette exposition par exemple, il n'y avait pas de choix de mobilisation alternatif.

Et en été 2014, lors de l'offensive israélienne sur Gaza, il n'y avait pas d'espace de terrain où manifester à la fois contre les massacres commis au nom de la guerre contre le terrorisme, et contre l'antisémitisme, pas d'espace où revendiquer l'unité de toutes les victimes des nationalistes, alors même qu'en Israël, cet espace existait, notamment à l'initiative de familles de victimes juives et palestiniennes.

## 2. LE PIR PARTAGE ET PROPAGE L'IDEOLOGIE IDENTITAIRE<sup>2</sup> DOMINANTE

**Eric :** Aux Pays-Bas, les sympathisants du mouvement DTM (Decolonize the Mind, Décolonisons les esprits) sont surtout actifs dans le milieu universitaire pour le moment ; ils plaident pour une augmentation des subventions et plus de liberté pour les chercheuses et chercheurs non occidentaux sur l'esclavage, le colonialisme, le racisme et des domaines similaires. Ils veulent se débarrasser du biais eurocentrique qui affecte l'orientation générale des programmes. En quoi consiste exactement l'intervention des Indigènes de la République dans les universités françaises?

**Yves :** Pour commencer, je dois dire que j'approuve les critiques qu'exprime Nad sur la politique du Parti des Indigènes de la République. Il faut signaler au passage que ce qui était au départ un appel signé par trois cents personnes (majoritairement des universitaires, des cadres et des membres de la petite bourgeoisie salariée, dont un fort pourcentage de sympathisants du PCF et de personnes d'origine maghrébine) est devenu ensuite un mouvement (MIR) puis, en 2010, un Parti (PIR)... du moins en théorie. En pratique, il s'agit d'un petit groupe<sup>3</sup> qui ne mobilise pas grand-monde derrière ses banderoles dans les manifestations de rue. Son influence se rapproche davantage de celle d'un réseau que d'une organisation politique structurée avec un journal paraissant régulièrement, des cadres formés et une direction élue... ou pas.

Je voudrais juste ajouter quelques remarques à propos de l'histoire de l'antisémitisme dans la gauche française et internationale, en particulier dans les années 1960 et 1970 pour nuancer un peu l'analyse de Nad. (*Voir l'annexe à la fin de l'interview page 114*).

Pour répondre à ta question : oui, les Indigènes, ou en tout cas leur mouvance au sens large, sont «influents» à l'université, dans certaines maisons d'édition (La Fabrique, La Découverte, Editions Amsterdam), et leurs sympathisants peuvent publier des articles ou des tribunes dans les principaux médias bourgeois-libéraux comme *Le Monde* et *Libération*, et même dans des revues ayant pignon sur rue. L'intelligentsia de gauche prend leurs thèses au sérieux, même si, de fait, le discours du PIR n'est qu'un mélange hybride entre

- les thèses identitaires (*identity politics*) qui se sont développées aux Etats-Unis dans les années 60,
- de vieilles théories tiers-mondistes prônées à la fois par des intellectuels (Samir Amin, Frantz Fanon), des dirigeants de guérillas (Amilcar Cabral, Che Guevara) et des militants politiques (Malcolm X)
- et des discours postmodernes<sup>4</sup> et multiculturalistes<sup>5</sup> plus récents.

---

<sup>2</sup> Le terme d'identitaires (en dehors de son aspect provocateur puisqu'il existe en France un Bloc identitaire et des Jeunesses identitaires qui sont d'extrême droite) est à mon avis adapté dans la mesure où le PIR et les théoriciens postmodernes et multiculturalistes anglo-saxons dont ils s'inspirent sont des adeptes de l'«*identity politics*» (de la «politique de l'identité»), expression qui n'est pas du tout péjorative pour ces gens-là. Les Identitaires de gauche français veulent nous faire croire que le terme de «race» utilisé par les racistes depuis deux siècles serait un terme innocent, purement sociologique, une «construction sociale» ; je ne vois pas donc pourquoi celui d'identitaires serait diffamatoire puisque leurs amis vantent les mérites de l'identité dans le monde entier !

<sup>3</sup> Comme le reconnaît Houria Bouteldja : «*il ne faut pas oublier que nous restons une petite organisation avec très peu de moyens*» (<http://www.contretemps.eu/interviews/%C2%AB-juste-retour-b%C3%A2ton-%C2%BB-entretien-houria-bouteldja-sadri-khiari>). Et dans cette autre interview : «*En même temps, il faut être honnête : nous ne pouvons revendiquer une forte base sociale.*» Ou cette autre citation : «*Nous n'avons pas pénétré les «quartiers» [populaires] (...). Mais nous avons pénétré les cœurs et les têtes.*» (<http://www.vacarme.org/article2738.html>)

<sup>4</sup> Cf. l'article de Loren Goldner «Multiculturalisme et culture mondiale» dans son livre *Demain la Révolution, Revolution in our lifetime*, volume 1, publié aux éditions NPNF en 2008 ; «Combattre le racisme sans défendre le multiculturalisme», *De Fabel van de illegaal* n° 62, janvier-février 2004 et «Féminisme et multiculturalisme» d'Inge van de Velde reproduits dans la compil' n° 3 publié par NPNF en 2008.

L'objectif principal du PIR est de «*décoloniser la République*» française et de se distinguer radicalement de ce qu'ils appellent «*la gauche blanche*» ; ils prétendent que les minorités nationales, ethniques ou religieuses issues des ex-colonies subissent toujours un régime (post)colonial en France (d'où le nom d'«Indigènes») ; comme l'explique Sadri Khiari : «*il y a un problème au cœur même de la république qui se prétend ce qu'elle n'est pas – c'est-à-dire égalitaire et qui se fonde sur une conception de la nation excluante et discriminante*»<sup>5</sup> ; et ils veulent imposer le concept d'«islamophobie» dans le champ politique. En effet, le PIR, mais aussi de nombreux universitaires de gauche et militants d'extrême gauche ou anarchistes, croit (ou plutôt fait semblant de croire) que la «judéophobie» aurait été remplacée par l'«islamophobie» et que cette dernière pourrait jouer, voire joue, le même rôle en Occident aujourd'hui que l'antisémitisme dans les années 1930.

**Eric : Se battent-ils pour davantage de liberté d'expression pour leurs idées dans les universités ? Comment coexistent-ils avec les universitaires «pro-israéliens» ?**

**Yves.** Ils n'ont nullement besoin de lutter pour davantage de «liberté d'expression» parce qu'ils prônent ou partagent des idées (postmodernes, multiculturalistes, tiersmondistes) qui dominent dans l'Université française, du moins dans le secteur de l'histoire et des sciences humaines (sociologie, ethnologie, anthropologie).

On se trouve aujourd'hui dans la même situation que lors de la mode du structuralisme qui, dans les années 60 et 70, avait envahi les mêmes disciplines et exerçait une sorte d'hégémonie intellectuelle difficilement contestable. D'ailleurs, le point de départ de la critique (les «études littéraires» et les «études culturelles») est en partie le même.

Une bonne proportion des théoriciens du postcolonialisme, ou ceux qui les ont inspirés, viennent des départements d'études littéraires : Edward Said enseigna toute sa vie la littérature anglaise et la littérature comparée ; Stuart Hall est un sociologue spécialisé dans les «études culturelles» et a dirigé l'Institut des arts visuels ; Gayatri Chakravorty Spivak est une théoricienne de la littérature et une critique littéraire ; Homi Bhaba a fait des études littéraires, et a écrit sur l'art, la littérature et la photographie, etc.

Quant aux universitaires «pro-israéliens» réactionnaires, ils adoptent généralement un profil bas dans les facultés. Ils donnent des conférences devant des institutions juives, publient dans des revues conservatrices ou très «modérées», ils organisent des colloques en marge de l'Université : en France, la recherche sur l'antisémitisme et l'histoire des communautés juives est marginale. Ils ne sont pas très actifs dans les principaux médias de gauche ou maisons d'édition de gauche.

Quelques intellectuels français au lointain passé maoïste ou de gauche (B.H. Lévy, A. Glucksman, A. Finkielkraut, P. Bruckner) s'agitent parfois dans les médias contre le «nouvel antisémitisme», «la nouvelle judéophobie» ou un mytique «racisme anti-Blancs»<sup>7</sup>, mais ce ne sont pas des historiens sérieux et appréciés du Moyen-Orient, du Proche-Orient, de l'Afrique, ou des questions coloniales, pas même des sociologues unanimement reconnus pour la qualité de leurs travaux.

En France, les «intellectuels» ont un statut très particulier, unique en Europe et même dans le monde. Ce statut est lié aux origines du système universitaire napoléonien, comme l'a souligné Heinz Wissman. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, les intellectuels invités à intervenir dans les universités créées par Napoléon étaient recrutés pour leurs capacités à bien discourir devant un public cultivé et restreint, pas pour la qualité et le caractère innovant de leurs recherches ; à la même époque, en Allemagne, on choisissait les professeurs d'université parmi ceux qui menaient des recherches indépendantes et non pas parmi les «chouchous» du pouvoir en place.

---

<sup>5</sup> Cf. «Combattre l'influence néfaste des sous-produits politiques du postmodernisme, du postcolonialisme et des «études subalternes» dans «Dix points de clivage et sources d'interrogation après les 17 exécutions djihadistes des 7, 8 et 9 janvier 2015», *NPNF* n° 48-49, mars 2015 ; Janine Booth (2005) : «Les différences culturelles peuvent-elles excuser le sexisme ?» (Compil *NPNF* n° 6) ; «Recodifier le féminisme à partir de la «race» ? Lecture critique de Felix Boggio Ewanjé-Epée, Stella Magliani-Belkacem, *Les féministes blanches et l'empire*» (F. Schoumacher et C. Beuvain, *Dissidences*) ; «L'essentialisme et le problème des politiques identitaires» (Ravage Editions) ; «Thèses préliminaires pour une discussion plus approfondie sur l'essentialisme et le problème des politiques identitaires» (Lawrence Jarach) ; «Le post-modernisme, nouvel âge de l'obscurantisme» (CNT-AIT), ces quatre derniers textes étant reproduits dans le n° 50-51, juin 2015, de *NPNF*.

<sup>6</sup> «L'Appel des Indigènes a deux ans», *L'Indigène de la République* n° 4, p. 2, février 2007 [Dans les notes suivantes, le titre du journal du PIR est abrégé en *L'IR*].

<sup>7</sup> Sadri Khiari démonte justement cet épouvantail brandi par la droite et la gauche : «*Quand un Arabe dit : "Les Blancs sont tous des salauds", on considère ça comme du racisme au même titre qu'un Blanc qui dirait : "Tous les Arabes sont des salauds." Cette mise en parallèle montre à quel point la hiérarchisation entre Blancs et non-Blancs est occultée. Évidemment, ils ne sont pas du tout égaux car l'un a la puissance politique de l'État avec lui, et l'autre n'a que la force de ses petites résistances et de ses colères. C'est pour cela qu'il ne peut pas exister de racisme anti-Blancs. C'est un concept creux. Cette tentative de populariser cette notion a justement pour fonction de mettre sur le même plan ceux qui sont aujourd'hui victimes du racisme et ceux qui tirent un privilège d'une société raciste. Elle vise aussi à faire porter la responsabilité de la situation actuelle en France aux Noirs, aux Arabes et aux musulmans qui résistent.*» <http://www.contretemps.eu/interviews/%C2%AB-juste-retour-b%C3%A2ton-%C2%BB-entretien-houria-bouteldja-sadri-khiari>.

Le philosophe stalinien Louis Althusser, quant à lui, proposait une autre explication à ce statut particulier des intellectuels en France. Il considérait que l'Etat avait toujours bien payé les universitaires par rapport à leurs collègues des autres pays d'Europe, surtout ceux d'Europe du Sud.

Les deux explications ne sont d'ailleurs pas contradictoires.

Quoi qu'il en soit, cette tradition de l'intellectuel «multicartes», qui se présente comme une grande «conscience morale de la Nation» ou du «peuple», qui s'exprime sur tous les sujets (**et surtout ceux qu'il ne maîtrise pas**), s'est perpétuée jusqu'à aujourd'hui en France.

Les intellectuels «sionistes» (qui ont généralement des sympathies pour la droite ou pour la social-démocratie) sont la plupart du temps des avocats, des journalistes et des philosophes. Peu d'historiens «sionistes» ont accès aux principaux médias lus par les militants de gauche (*Le Monde*, *Libération*, *Politis*, *Le Monde Diplomatique* ou des sites comme Rue 89 ou Mediapart).

Les intellectuels «antisionistes» ou qui sont appréciés par les «antisionistes», sont la plupart du temps des historiens, des spécialistes chevronnés du Moyen-Orient, même si, parmi eux, on compte aussi des journalistes comme ceux du *Monde Diplomatique* qui ne brillent ni par leur rigueur<sup>8</sup> ni par leur honnêteté intellectuelle.

Ainsi, les Indigènes de la République, sur une question comme Israël, ou même concernant les crimes du colonialisme et du racisme, n'ont guère de difficultés dans les milieux universitaires ou les médias de gauche.

Ils sont attaqués par la presse de droite et les politiciens de droite – ce qui conforte leur réputation «radicale». Ou alors par des sociologues ou des démographes de la gauche laïque-social-chauvine<sup>9</sup> (M. Tribalat, H. Lagrange, P.A. Taguieff, C. Guilluy), hostiles à l'immigration, dont les critiques ne peuvent que les mettre en valeur aux yeux d'un public de gauche.

### **3. DES CRITIQUES VIOLENTES CONTRE LA GAUCHE MAIS DES PROPOSITIONS POLITIQUES TRES MODEREES**

**Eric : Quelles sont leurs relations avec les différents courants de la gauche, avec les anarchistes, etc. ? Le mouvement DTM aux Pays-Bas a surtout dressé un portrait caricatural de ces courants, de la social-démocratie à l'anarchisme, dans le seul but, il me semble, d'attaquer leur image progressiste.**

**Yves :** Une partie des trotskistes du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) travaillent en collaboration avec le PIR comme en témoigne un livre qu'ils ont préparé ensemble<sup>10</sup>, la coopération dans des mouvements locaux comme Mamans Toutes Egales, par exemple contre l'exclusion des mères portant le hijab durant des activités périscolaires, et leurs positions communes dans le mouvement BDS. Cette aile du NPA est en contact, ou au moins en accord politique, avec le SWP britannique qui a joué un rôle –hélas – précurseur dans la promotion d'alliances entre, d'un côté, les islamistes (comme les Frères musulmans en Egypte et en Grande-Bretagne<sup>11</sup>) et, de l'autre, l'extrême gauche<sup>12</sup>.

Certains anarchistes, voire même quelques marxistes libertaires ou ultragauches, sont influencés par les idées post-modernes que partagent les Indigènes de la République, comme toute la gauche, d'ailleurs.

La plupart de ces idéologies (post-modernisme, études postcoloniales, études subalternes et études de genre) ne croient pas en la nécessité d'une révolution sociale menée par les travailleurs, quels que soient leur genre, leur orientation sexuelle, leur appartenance, nationale, ethnique ou religieuse. Pour ces courants, aujourd'hui, on ne peut plus envisager de révolution sociale, de lutte de classe, ce sont des idées «ringardes», émanant du cerveau de «mâles occidentaux blancs hétérosexuels» du XIX<sup>e</sup> siècle. De surcroît, il serait possible de «changer le monde sans prendre le pouvoir», de créer des zones ou des entreprises temporairement libérées du capitalisme, d'introduire des monnaies alternatives, et autres billevesées réformistes que l'on trouvait déjà chez les socialistes utopiques du XIX<sup>e</sup> siècle... Mais comme plus personne ne connaît et donc ne lit les écrits des socialistes utopiques, leurs idées

---

<sup>8</sup> Cf. «Judéocide : Dominique Vidal, un “historien critique” du *Monde diplomatique* qui croit à la fable de la “solution territoriale”» !, *NPNF* n° 46-47, octobre 2014.

<sup>9</sup> «Laïque» signifiant ici, dans ce contexte particulier, «raciste antimusulmans» et non pas «favorable à une séparation radicale entre les Eglises et l'Etat», ce qui est la définition de la laïcité. Cf. «Les révolutionnaires, la laïcité et le multiculturalisme», *NPNF*, 2004, Compil n° 6.

<sup>10</sup> *Les filles voilées parlent*, La Fabrique, 2008.

<sup>11</sup> Voir Sacha Ismaïl, «Qu'est-ce que la Muslim Association of Britain ?», 15 mars 2007 (*NPNF* n° 3). Et, à propos de la montée de l'islam politique un article de Workers Liberty utile en anglais: «The rise of political islam» sur le site de l'AWL.

<sup>12</sup> Chris Harman, «Le Prophète et le prolétariat» (1994), cf. marxists.org.

peuvent être présentées sous un nouvel emballage (au choix : altermondialiste, radical, décroissant, autonome, postmoderne, etc.), sans que l'on s'aperçoive de la supercherie.

Tous ces courants modernistes ont balancé dans les poubelles de l'histoire les acquis du mouvement ouvrier révolutionnaire (marxiste et anarchiste) au nom d'une critique virulente de ses lacunes : cécité voire complaisance face au racisme, au sexisme, au colonialisme.

Et en partant de ses tares évidentes, qu'il ne faut évidemment pas nier, ils prétendent inventer des stratégies politiques entièrement nouvelles<sup>13</sup>. Ces stratégies s'avèrent, en réalité, aussi «vieillototes» que celles des marxistes ou des anarchistes du XIX<sup>e</sup> siècle qu'ils critiquent explicitement pour leur «classisme» : la lutte pour des réformes en faveur de catégories spécifiques de la population ; la participation aux élections ; la prise de responsabilités au sein de l'Etat et des institutions municipales ou gouvernementales ; le tout accompagné d'un langage «radical» en faveur des «minorités», toutes classes confondues.

Pour illustrer le caractère finalement très respectable du PIR, il suffit de lire ce qu'écrit Sadri Khiari à propos des municipalités : «*Au sein des quartiers populaires, il y a notamment la volonté d'une représentation, surtout à l'échelle municipale : c'est le signe d'un retournement positif de situation après les révoltes de 2005 et les mouvements qui ont suivi dans certains quartiers*<sup>14</sup>». On peut aussi prendre connaissance des propositions des Indigènes<sup>15</sup> : leurs «exigences» sont extrêmement modérées et contrastent avec la violence de leurs dénonciations du racisme structurel de l'Etat français et de la situation des «postcoloniaux» (on remarquera d'ailleurs que ceux-ci ne sont jamais qualifiés de «prolétaires» ni même de «travailleurs» dans les discours des Indigènes : au mieux ce sont des «dominés», au pire des individus définis par leur appartenance «raciale» ou religieuse).

Quant aux adversaires de ces «dominés», ce ne sont pas des bourgeois, des capitalistes ou des bureaucrates, mais des «dominants». Ce concept est d'autant plus flou qu'un «métis» est considéré par le PIR à la fois comme un «dominé» et un «dominant» qui se livrent une lutte titanesque au sein du corps du même individu. Pour ses militants, le métissage est une «*idéologie raciste*<sup>16</sup>» (Bok Ikeni, «Nos corps otages», *L'IR* n° 5, p. 9, février 2007).

Le PIR se propose même de réécrire le texte de la Constitution, en tout cas son prologue<sup>17</sup>, et ses propositions pourraient être incluses dans n'importe quelle résolution de la Commission des droits de l'homme de l'ONU – d'ailleurs elles s'y trouvent déjà !

Enfin, une dernière citation puisée dans un article d'Alfred Melanine dont le titre est déjà révélateur : «*L'influence des mouvements noirs américains sur les mouvements noirs français. Une autre idée de la nation*». L'auteur conclut son texte ainsi : «*La diaspora suggère une communauté parallèle à l'idée de race, mais décalée ; une autre idée de la Nation, une "internation", un espace invisible duquel on peut faire entendre sa voix. L'idée n'est pas nécessairement une menace contre l'Etat, même si elle révèle fatalement les carences de celui-ci. On suggère plutôt une réévaluation de l'idée nationale française, clairement inadaptée à sa population.*» (Passages soulignés par nous.)

Au niveau des conceptions géopolitiques, ces courants postmodernes (dont l'altermondialisme est l'expression la plus répandue) prônent le soutien aux mouvements nationalistes et aux Etats du Sud contre ce qu'ils appellent «l'impérialisme». Cette notion exclut évidemment, pour eux, des puissances comme la Russie ou la Chine, ou les puissances émergentes comme la Turquie ou l'Iran. Cette position est, elle aussi, totalement «ringarde», car c'est celle que défendaient l'Internationale communiste stalinienne et l'URSS dès le milieu des années 20, il y a presque un siècle...

Mais qui se soucie d'effectuer ce rappel historique élémentaire à des cerveaux endormis par la lecture du *Monde diplomatique* ou de la presse gauchiste ?

**Eric : Peux-tu préciser quelles sont les principales critiques du PIR à l'égard de la gauche ?**

**Yves :** Le PIR ne se livre pas vraiment à une critique détaillée, plutôt à des polémiques virulentes mais peu étayées : il lui suffit de se draper dans sa «non-blanchitude», de condamner toute la gauche comme «blanche» et «occidentale», d'adopter une attitude dénonciatrice, de «rupture» à des fins tactiques et stratégiques évidentes.

Les «Indigènes» affirment que les «premières victimes de l'exclusion sociale» seraient les «*personnes issues des colonies (...) et de l'immigration postcoloniale*» ; «*indépendamment de leurs origines effectives, les populations des "quartiers" sont "indigénisées"*».

Ces deux affirmations sont contradictoires :

---

<sup>13</sup> «*Nous ne nous référons ni à Marx, ni aux Lumières, ni aux valeurs de la République. Nous avons voulu développer une pensée politique à partir de nous-mêmes, ancrée dans l'histoire des luttes de l'immigration, des luttes anticoloniales : pas dans le clivage historique gauche /droite.*» «Revendiquer un monde décolonial, Houria Bouteldja, *Vacarme* n° 71, avril 2015.

<sup>14</sup> «Un juste retour de bâton», interviews de Bouteldja et Khiari dans *Contretemps*.

<sup>15</sup> *L'IR* n° 3, janvier 2007, p. 9 et 10.

<sup>16</sup> Ce qui n'empêche absolument pas les Indigènes de réclamer l'écriture d'une «*histoire plurielle, multiculturelle et multiethnique, métissée*», cf. «Nos exigences» *L'IR* n° 3, janvier 2007, p. 9. On n'attrape jamais un opportuniste avec des formules !

<sup>17</sup> *L'IR* n° 3, janvier 2007, p. 8.

– la première met l’accent sur la couleur de la peau ou l’«ethnie», comme étalon de toutes les exclusions sociales,

– la seconde dénonce les discriminations sociales qui touchent tous les prolétaires, quels que soient leur couleur de peau, leur passeport et leur lieu de naissance.

Si le PIR daigne élargir le pseudo-concept d’«indigènes» à tous les habitants des quartiers populaires<sup>18</sup>, c’est cependant au prolétaire «blanc» de se sentir coupable des crimes de «sa» classe dominante et se débarrasser de son fardeau de complice du racisme, du colonialisme et du «post-colonialisme».

Dans un article larmoyant intitulé «Le mal-être blanc<sup>19</sup>», Pierre Tevanian affirme que «*les Blancs sont malades d’une maladie qui s’appelle le racisme et qui les affecte tous*» ; qu’«*être blanc, en France, en 2006, c’est être un dominant*» et détenir «*un privilège exorbitant*». Selon lui, il faut devenir un «*traître<sup>20</sup> blanc*» ; «*il faut au contraire accepter de se voir renvoyer à la figure son statut de Blanc de la part de non-Blancs*» car «*ce sont eux qui morflent et pas nous*» ! Voilà une «analyse» subtile qui devrait convaincre les petits salariés, les précaires, les chômeurs, ceux qui touchent le RSA ou le RMI et les petits retraités... «blancs» de rejoindre le FN !

Le pseudo concept d’«indigènes» a un seul avantage symbolique : il «noircit<sup>21</sup>» un petit peu les «Blancs» qui adoptent cette idéologie réactionnaire et acceptent la «*nécessité épuisante d’un perpétuel retour sur soi*». Et c’est le même Tevanian qui nous explique que «*la mauvaise conscience ne fait guère avancer la situation*» !

Les Indigènes, qui n’arrêtent pas de dénoncer la «posture morale» de la «gauche blanche antiraciste», se complaisent eux aussi dans une posture de supériorité morale. Ils veulent supprimer toutes les valeurs d’égalité, de solidarité et de fraternité transmises par les luttes de la classe ouvrière et de les remplacer par l’apologie de la religion, de la race, de la tradition, de la nation, etc.

Ils n’évoquent jamais les discussions qui ont eu lieu dans le mouvement ouvrier sur le colonialisme, le soutien aux mouvements anticoloniaux, le rapport entre révolution socialiste et révolution nationale, la théorie de la révolution permanente, celle du socialisme dans un seul pays et de la révolution par étapes, discussions qui se sont déroulées il y a un siècle et par rapport auxquelles le PIR et l’intelligentsia postmoderne n’ont rien apporté de neuf..

Le PIR se réclame des écrits de Frantz Fanon, Amilcar Cabral, Malcolm X et Angela Davis, de façon totalement acritique. Les Indigènes reprennent les analyses défendues dans les années 60 par les militants du Black Power sur le racisme institutionnel et la situation coloniale des Noirs aux Etats-Unis (analyses, elles-mêmes, déjà amorcées avant la Seconde Guerre mondiale par le nationaliste Marcus Garvey, le panafricaniste et philostalinien WEB DuBois et le trotskiste CLR James, même s’ils en tiraient des conclusions différentes). Ils plaquent ces concepts sur la France, pays où la réflexion a été quasi inexistante à gauche et à l’extrême gauche sur ces questions, notamment en raison d’un universalisme républicain très abstrait et «aveugle aux couleurs».

Cela permet au PIR de jouer sur le complexe de culpabilité de ce qu’ils appellent la «gauche blanche» pour imposer leur politique nationaliste et ethniciste, leurs positions sur des questions comme la Palestine par exemple, mais aussi une version falsifiée de la Résistance française.

## 4. LE PIR EST UNE ORGANISATION NATIONALISTE QUI INVENTE OU GLORIFIE LES IDENTITES ETHNICO-RELIGIEUSES...

---

<sup>18</sup> Il faut remarquer que le PIR a élargi, au fil des années sa définition des «Indigènes» puisque, désormais, chic médiatique oblige, ceux-ci ne comprennent plus seulement les «Noirs», les Arabes, les musulmans et les habitants des quartiers, mais aussi les Roms... Par contre les Asiatiques sont oubliés, y compris dans l’appel de la «Marche de la dignité et contre le racisme» du 31 octobre 2015 (*Vacarme* n° 71, 26 avril 2015).

<sup>19</sup> *L’IR* n° 10, novembre 2007, p. 6-7.

<sup>20</sup> Dans la prose des Indigènes, on trouve souvent des mots comme «déloyauté», «traîtres», «traîtresses», etc. Ainsi Fatiha Dahmani dénonce «*une sorte de trahison par rapport à notre tradition culturelle et/ou religieuse que le féminisme occidental infantilise et criminalise dans un contexte néocolonial tenace*» («Pourquoi je ne peux pas être féministe», *L’IR* n° 5, mars 2007, p. 6).

C’est un thème que des croyants militants peuvent comprendre car ils sont obsédés par les «impies», les «mécéants», les «apostats», etc. C’est aussi une catégorie mentale des mouvements de libération clandestins qui tentent constamment de repérer les «traîtres» à la nation et les indicateurs qui coopèrent avec la puissance coloniale. C’est l’univers des dirigeants nationalistes ou religieux qui veulent contrôler leurs «communautés» afin de mieux les dominer et les racketter. C’est enfin le monde des partis et des Etats totalitaires. Que ce vocabulaire soit repris dans le cadre des mouvements et des luttes antiracistes est plutôt inquiétant.

<sup>21</sup> «“Indi...gènes” ? “Indi...génat” ? “Indi... génisé” ? Des “concepts” indi...gents !» *NPNF* n° 15, 2005

## Eric : Peux-tu nous donner des exemples de leur nationalisme ?

Yves : Dans une interview, Mme Houria Bouteldja a eu le culot de prétendre que le PIR serait hostile à l'idée d'Etat-nation : *«Nous sommes critiques vis à vis de la constitution de l'Etat nation (...). L'Etat nation n'est pas une solution même dans nos pays d'origine<sup>22</sup> !»*

Il s'agit évidemment d'un mensonge grossier et d'un rideau de fumée.

Tout d'abord le PIR soutient inconditionnellement «contre l'impérialisme» tous les mouvements qui veulent construire un Etat-nation dans les pays du Sud à commencer par la Palestine, bien sûr, mais aussi l'Algérie, la Guinée-Bissau, le Liban, l'Irak<sup>23</sup>, l'Iran et Mayotte<sup>24</sup>. Dans son discours pour le 10<sup>e</sup> anniversaire du PIR, Houria Bouteldja a même lancé une référence lyrique à la Conférence de Bandoeng de 1955, convoquée justement par les nouveaux **Etats nations** d'Asie et d'Afrique qu'elle fait semblant de critiquer !

De toute façon, vu les penchants islamophiles de Mme Bouteldja, sa prétendue hostilité à l'Etat nation n'annonce rien de très sympathique, puisqu'il s'agit justement d'un des thèmes favoris de certains courants de l'islam politique et des salafistes.

Contrairement aux affirmations ridicules de Houria Bouteldja que je viens de citer, Youssef Boussouma, dirigeant du PIR, fait ouvertement l'éloge du nationalisme, du Maroc à la Chine, en passant par la Russie de Staline, la France sous Pétain et la Palestine : *«Comme il fallait soutenir la monarchie de Mohammed V en but à l'ostracisme du pouvoir colonial français, comme nos aînés ont soutenu Staline face au nazisme, Sun Yat Sen en Chine face aux Japonais. Même de Gaulle pendant la seconde guerre mondiale, en dépit de sa nature réactionnaire, a incarné pour toutes les composantes patriotiques, la Résistance française. Y compris pour le Parti communiste, parti des 100 000 fusillés, qui a accepté d'avoir à sa tête un homme de droite. Parce qu'à un moment ce général catholique et plutôt maurassien quelques années auparavant incarne en 1939 l'indépendance nationale de ce pays face aux nazis et aux Anglo-Saxons. C'est le cas aujourd'hui. Hamas incarne la résistance nationale palestinienne et lui au moins est arrivé au pouvoir par les urnes et un véritable mouvement populaire<sup>25</sup>.»*

Cette déclaration est un véritable catalogue d'inexactitudes et/ou de falsifications historiques.

De Gaulle n'est devenu une figure (relativement) importante qu'en 1940 (après l'appel du 18 juin passé inaperçu sur le moment) et non en 1939, date à laquelle il ne pouvait «incarner l'indépendance nationale» puisque la France déclara la guerre à l'Allemagne le 3 septembre 1939 et que l'armistice entre la France et l'Allemagne fut signé le 22 juin 1940 ! De surcroît, Youssef Boussouma reprend à son compte le mythe mensonger du PCF comme parti des «100 000 fusillés» mais en augmentant de **25 000** les chiffres des fusillés invoqués et inventés par les stalinien qui se présentaient en 1945 comme le «parti des 75 000 fusillés» !!! De toute façon, on sait aujourd'hui que **4 500** personnes furent fusillées sous l'Occupation, comme en témoignent les notices biographiques publiées dans *Les fusillés* aux Editions de l'Atelier en 2015. Boussouma dissimule aussi le soutien actif du PCF au Pacte germano-soviétique (du 23 août 1939 au 22 juin 1941) ; la demande de parution du quotidien «communiste» *L'Humanité* aux autorités d'occupation nazies ; et la lettre du dirigeant stalinien François Billoux au maréchal Pétain pour témoigner contre Blum au procès des dirigeants sociaux-démocrates !!

Mais le nationalisme du PIR ne s'arrête pas à l'éloge du général de Gaulle, il s'étend jusqu'à Chirac et son ministre des Affaires étrangères de Villepin, comme l'écrit Fadel Dia : *«(...) j'éprouvais même une bouffée d'amour pour la France qui avait tenu tête à l'Amérique, refusé l'inévitable guerre d'Irak et qui s'était fait applaudir par l'Onu». Et de nous décrire «le plaisir d'entendre “dans le texte” Dominique de Villepin s'adresser solennellement aux représentants du monde à New York et affirmer que si l'âge et la force ne sont pas toujours incompatibles, la sagesse est souvent la marque de ceux qui ont vécu longtemps<sup>26</sup>» !*

Le «nationalisme d'inspiration religieuse» du Hezbollah est aussi l'objet d'abondantes louanges. Selon Nicolas Qualander, le Hezbollah serait *«le seul mouvement issu de l'islamisme politique à participer systématiquement aux*

---

<sup>22</sup> Interview OummaTV le 4 novembre 2013.

<sup>23</sup> A propos de l'exécution de Saddam Hussein un certain Zulficar va jusqu'à écrire : c'était certes *«un dictateur violent qui a commis des crimes contre son peuple»* mais *«ils l'ont fait exécuter pour démoraliser et priver la résistance sunnite et baathiste d'un leader éventuel»* (*L'IR* n° 4, février 2007, p. 8). S'opposer par principe à la peine de mort et/ou à une exécution sordide comme celles de Saddam ou Kadhafi est une attitude respectable et juste politiquement. Par contre, croire ou laisser croire que Saddam Hussein aurait pu avoir le moindre rôle positif dans la lutte contre l'impérialisme est une ignoble crapulerie. Quant à qualifier Saddam Hussein de «dictateur violent», non seulement cette expression et cet euphémisme sont ridicules mais ils font l'impasse sur le fait que Saddam est responsable de la mort de centaines de milliers d'Irakiens, que ce soit les chiites des Marais, les Kurdes contre lesquels il utilisa des armes chimiques ou les soldats qu'il envoya à la mort dans sa guerre contre l'Iran...

<sup>24</sup> C'est ainsi que *L'IR* n° 13, d'octobre 2008, rend compte d'une *«rencontre du MIR avec Youssouf Moussa, leader nationaliste comorien»* article dont le titre et le contenu dénoncent clairement l'impérialisme français et rendent hommage au **nationalisme** comorien...

<sup>25</sup> Ces curieux critères peuvent s'appliquer à bien des dictateurs ou des politiciens bourgeois, de Hitler à Berlusconi, en passant par Perón ou Victor Orban...

<sup>26</sup> *L'IR* n° 11, 2008, p. 16.



*Forums sociaux mondiaux, à être traversé par les débats qui agitent l'ensemble des mouvements antiguerre et anti-impérialistes, (...) à publier les textes de la théologie de la libération latino-américaine» et à «être au centre des aspirations populaires arabes» parce qu'il «a redonné, cinquante ans après la nationalisation du canal de Suez par Nasser en 1956, un réel sentiment de dignité politique et morale aux classes populaires arabes».*

Difficile donc de croire une seconde, comme le prétend Houria Bouteldja, que le PIR serait un adversaire déterminé du nationalisme et de l'Etat nation !

## **5.... ET QUI VOUDRAIT JOUER LE ROLE D'UN THINK TANK «DECOLONIAL»**

**Eric : Quel est l'objectif du PIR ?**

**Yves :** Jusqu'ici, à ma connaissance, les Indigènes ne sont pas engagés dans des programmes d'action concrets pour lutter contre le racisme institutionnel, du moins au sein des organisations et institutions «blanches» comme le projet Catalyst<sup>27</sup>, par exemple aux États-Unis. Ce programme réformiste a des aspects moralistes mais au moins il ne se contente pas de dénoncer la «gauche blanche» de façon incantatoire.

Plus qu'une action concrète, le PIR cherche plutôt à gagner une certaine hégémonie intellectuelle. Il souhaite que les autres groupes identitaires de gauche le considèrent en quelque sorte comme leur mentor. Comme le dit Houria Bouteldja, l'objectif du PIR est d'imposer l'idée que le racisme est un «*système de domination qui produit des indigènes et des Blancs et donc une société inégalitaire d'un point de vue racial. On aimerait que l'antiracisme se recompose autour de cette idée*<sup>28</sup>» et «*aujourd'hui on vient de plus en plus vers nous pour organiser des initiatives politiques*».

Ils se verraient bien devenir une sorte de think tank des comités antiracistes locaux contre les violences policières, des comités de sans-papiers, des différents comités de soutien à la Palestine, de la campagne BDS, de ceux qui luttent contre le racisme anti-Roms et la négrophobie et de certaines associations musulmanes. S'ils arrivaient à fédérer toutes ces luttes ou sensibilités, ils réussiraient à créer ce qu'ils appellent un «*champ politique indigène*» qu'ils opposent au «champ politique blanc» structuré par le racisme d'Etat, même à gauche.

## **6. LES CONTORSIONS DU PIR FACE A L'HOMOPHOBIE ET AU SEXISME**

**Eric : Aux Pays-Bas, le mouvement DTM a affirmé à maintes reprises que les personnes qui encouragent activement l'inégalité entre les sexes et l'homophobie doivent pouvoir participer au mouvement antiraciste, mouvement qui croît en ce moment aux Pays-Bas, afin de le rendre «aussi large que possible». Nous, à Doorbraak, nous croyons que ce genre d'«ouverture» met en danger effectivement la croissance du mouvement antiraciste parce que beaucoup de femmes et de personnes du mouvement LGBTQ ne s'y sentiront pas les bienvenus. Peux-tu me dire quelle est la position des Indigènes de la République sur le patriarcat et l'homophobie?**

**Yves :** Il faut d'abord rappeler qu'en France, des questions comme celles des droits des femmes et même de l'homophobie sont brandies constamment par les médias, la droite et la gauche laïque-social-chauvine contre les «musulmans» et les «Arabes», ainsi que les immigrés africains censés être souvent «polygames». Et bien sûr aussi par l'extrême droite, le Front national en tête, du moins depuis que Marine Le Pen a décidé d'investir ce terrain, comme Geert Wilders aux Pays-Bas.

Certes, ces individus n'utilisent pas le terme de «patriarcat», mais les hommes politiques et les intellectuels français les plus médiatiques ont généralement une haute idée de «la galanterie» gauloise, de la «liberté sexuelle» des femmes françaises toutes évidemment avides d'hommages masculins. En fait, ils ne font que défendre le droit des hommes, y compris des dirigeants politiques, de draguer de façon lourdingue, d'imposer un droit de cuissage aux journalistes politiques, voire d'avoir des comportements violents comme l'ont montré les procès du dirigeant socialiste DSK.

Face à de tels adversaires qui prétendent enseigner le «féminisme» aux travailleurs immigrés originaires du Maghreb ou d'Afrique noire, l'extrême gauche n'est pas très à l'aise. De même qu'elle n'arrive pas à dénoncer

---

<sup>27</sup> <http://collectiveliberation.org/>

<sup>28</sup> Cf. site de *Contretemps* «Un juste retour de bâton», interview de Bouteldja et Khiari.

l'antisémitisme parce que le racisme antimusulmans serait «plus important», qu'il serait «institutionnalisé», et que de toute façon les «Juifs» seraient, selon elle, des «privilegiés<sup>29</sup>»; de même elle n'arrive pas à défendre l'égalité des sexes face aux traditions rétrogrades colportées par les organisations musulmanes réactionnaires dans l'immigration, par peur d'être accusée de racisme antimusulmans ou de racisme tout court.

La situation est encore compliquée par le fait qu'une partie des jeunes femmes de culture musulmane qui dénoncent le poids des traditions dans leurs «communautés» en France se sont souvent alliées au Parti socialiste (cf. par exemple SOS Racisme et le mouvement Ni putes ni soumises) ou avec des intellectuels de gauche sociaux-chauvins (cf. les discussions et polémiques autour de la loi de 2004 contre les «signes religieux ostensibles», dirigée en réalité contre le hijab), quand ils ne sont pas ouvertement hostiles à l'immigration.

Enfin, pour ajouter à la confusion, les Femen prétendent elles aussi s'attaquer à l'islam au nom du «féminisme», comme l'a montré leur dernière intervention au «Salon musulman», à Pontoise le 12 septembre 2015 aux cris de «*Personne ne me soumet, personne ne me possède, je suis mon propre prophète.*» Slogan et intervention particulièrement stupides si l'objectif était de toucher des femmes musulmanes et d'ébranler le «patriarcat musulman» prôné par les «imams» réactionnaires présents.

Tu comprendras que de telles interventions ne peuvent que faire le jeu des Indigènes de la République....

En ce qui concerne le sexisme, il faut reconnaître que les Indigènes ont eu raison de dire que la loi de 2004 contre les «signes religieux ostensibles» était une loi contre les femmes musulmanes, une loi raciste, dans le sens où elle a nourri le racisme antimusulmans sans faire progresser la cause de la laïcité dans les esprits.

Il faut signaler d'ailleurs que le PIR ne défend absolument pas la laïcité, bien au contraire, puisque Christine Delphy a pu dénoncer, dans les colonnes du journal du PIR, «*la transformation sournoise de l'athéisme en religion d'Etat*<sup>30</sup>» (!). Cette proposition est à la fois mensongère et absurde quand on connaît le poids de l'Eglise catholique en France, comme l'ont bien montré les millions de manifestants catholiques qui sont descendus dans la rue, dans tout le pays, contre le projet de loi Savary, pour défendre les écoles privées en 1984, puis en 2013 contre le mariage homosexuel.

Mais il faut admettre que les Indigènes de la République ont raison de souligner que le hijab n'a pas la même signification dans le monde arabo-musulman et en Occident, et que l'on doit être précis lorsqu'on compare la situation des femmes musulmanes en Iran ou en Arabie saoudite et leur situation en France, par exemple.

Je ne peux que répéter ce que j'ai entendu un travailleur anarcho-syndicaliste déclarer dans un débat public à Toulouse: «Ce qui est important ce n'est pas le voile que certaines femmes portent **sur** leur tête, mais celui que, nous, les hommes et les femmes, avons **dans** notre tête.» Ce «voile» symbolisant tous les préjugés sexistes, racistes, sociaux, religieux, nationalistes, qui existent aussi à gauche et contre lesquels nous devons lutter.

Dans le même temps, nous ne pouvons pas non plus fermer les yeux sur le fait que le port du «hijab», ou pire de la «burqa» ou du «niqab», n'est pas un simple choix religieux d'ordre privé. C'est aussi et en même temps un uniforme, un outil de propagande pour les groupes réactionnaires religieux (salafistes) ou politico-religieux (islamistes), à la fois dans les pays du Nord et du Sud. En tout cas, ce n'est pas une simple question de goût personnel vestimentaire comme le port du string : cette comparaison ridicule figure justement dans un livre d'interviews effectuées par des sympathisants des Indigènes de la République !

Dans un tel contexte, les Indigènes ont beau jeu de dénoncer la droite raciste et la gauche pseudo-universaliste (ce qu'ils appelaient les «fachos de gauche», dans une rubrique de leur journal entre 2005 et 2008) qui ne défendent les droits des femmes que lorsqu'elles sont... musulmanes de religion ou de culture.

Pour ce qui concerne l'homosexualité, Houria Bouteldja, toujours soucieuse de coller au plus près des préjugés propagés par les organisations musulmanes réactionnaires, comme l'UOIF et PSM, avec lesquelles elle souhaite coopérer dans la lutte contre «l'islamophobie», a expliqué que l'homosexualité avait été importée par l'Occident dans les pays arabo-musulmans. Elle a déclaré: «*le mode de vie homosexuel n'existe pas dans les quartiers. Ce qui n'est pas une tare*» et «**Le mariage pour tous ne concerne que les homos blancs**<sup>31</sup>. *Quand on est pauvre, précaire*

---

<sup>29</sup> C'est ainsi que Norman Finkelstein a déclaré que les «*Juifs sont bien insérés dans les réseaux du pouvoir et du privilège. (...) Vous épousez une Juive ou un juif et cela vous ouvre des portes parce que c'est le groupe ethnique le plus riche aux Etats-Unis*» (<http://www.thejc.com/comment-and-debate/comment/131578/i-debated-norman-finkelstein-kings-college-it-was-dire-and-scary>).

<sup>30</sup> «La religion, une affaire privée», *L'IR* n° 6, avril 2007, p. 10.

<sup>31</sup> Cela n'a peut-être pas toujours été la position de tous les Indigènes puisque dans un article intitulé «Séro et Indigène : un cocktail destructif» (*L'IR* n° 11, 2008, p. 8), Reda Sadki, même s'il attribuait la propagation du Sida surtout à la toxicomanie et au partage des seringues, s'il se livrait à une violente dénonciation de la «frange la plus sectaire du mouvement homosexuel», et s'il ne mentionnait à aucun moment l'existence d'homosexuels «indigènes» dans les quartiers populaires, semblait au moins sensible aux difficultés rencontrées par les familles maghrébines et africaines touchées par la maladie et en faisait un motif de participer à la Marche des Indigènes cette année-là.

et victime de discrimination, c'est la solidarité communautaire qui compte. L'individu compose parce qu'il y a d'autres priorités<sup>32</sup>.»

Mais ce n'est pas tout : selon Houria Bouteldja, si des «musulmans avaient manifesté contre le mariage homo mais en refusant toute alliance avec l'extrême droite ou même la droite, cela nous aurait paru intéressant, car nous aurions eu affaire à des groupes racisés qui osent s'affirmer<sup>33</sup>». Elle revendique le droit à «l'indifférence» du PIR et des habitants des quartiers populaires vis-à-vis du mariage homosexuel, des luttes des LGBT et de la politisation des questions sexuelles.

Deux sympathisants des Indigènes de la République, **Stella Magliani-Belkacem et Félix Boggio Ewanjé-Epée**, ont écrit, dans un livre intitulé *Les féministes blanches et l'Empire*, que **l'homosexualité, comme identité, était une notion occidentale inadaptée au monde arabe et africain !** Remarque assez comique pour des gens qui n'arrêtent pas de mettre en avant **l'identité** («postcoloniale» ou «non blanche») comme le nec plus ultra de la pensée radicale. **Et Boggio Ewanjé-Epée de «dénoncer la tentative de faire de l'homosexualité une identité universelle qui serait partagée par tous les peuples et toutes les populations<sup>34</sup>».**

Le problème avec les Indigènes de la République, et la plus grande partie de l'intelligentsia de gauche et d'extrême gauche occidentales influencée par le post-modernisme, le multiculturalisme ou les études subalternes, est qu'ils **ne soutiennent le plus souvent aucune lutte réelle** pour les libertés et l'égalité des femmes, dans aucun pays du monde, même s'ils se présentent comme des individus hypercritiques vis-à-vis de toutes les formes de domination.

Dans le Sud, ils défendent une position timorée parce qu'ils pensent que les femmes sont manipulées par l'impérialisme et/ou par la «gauche blanche» occidentale, en particulier dans les pays qui se disent «musulmans». Ou alors ils prônent un «féminisme musulman» dont le contenu et les contours sont plutôt nébuleux<sup>35</sup>, comme en témoigne l'Appel des féministes indigènes qui dénonce la «*guerre des sexes*», expression qu'on s'attendrait plutôt à trouver sous la plume d'Eric Zemmour ou d'Alain Soral.

Dans le Nord, ils sont réticents à s'engager dans les combats féministes parce que les féministes sont principalement «blanches» et appartiennent à la majorité «blanche» qui bénéficie de nombreux «privileges».

Un «Appel des féministes indigènes<sup>36</sup>» a été publié dans *L'Indigène de la République*. A sa lecture on saisit bien les contradictions insolubles dans lesquelles elles se débattent. Après avoir dénoncé «*les diktats de l'universalisme blanc et masculin et du féminisme blanc<sup>37</sup>*», les «*traîtresses à l'ordre communautaire*», cet appel prend la défense

– de la religion («*Nous refusons les présupposés idéologiques selon lesquels le féminisme serait incompatible avec la foi religieuse, notamment en portant et défendant la parole féministe des femmes croyantes<sup>38</sup>*»;

– et des traditions familiales et culturelles («*Nous refusons l'injonction à la déloyauté envers les nôtres avec tous les sacrifices que cela suppose : rupture familiale, guerre et concurrence des sexes, mise à distance de nos cultures chaque jour mises en accusation<sup>39</sup>*».

Employant une langue de bois digne de l'ONU, les «féministes indigènes» affirment : «*Chaque femme est en droit de choisir son mode de vie en continuité, en composition ou en rupture avec sa culture, sa tradition ou sa religion<sup>40</sup>*».

Pour se composer une posture plus radicale, elles n'oublient pas d'évoquer le «*rapport étroit entre patriarcat et impérialisme*», mais c'est uniquement pour **gommer les siècles d'histoire de domination masculine et de domination religieuse** (musulmane, bouddhiste, hindouiste, juive ou chrétienne) qui ont précédé la pénétration puis la domination des puissances européennes dans les pays du Sud.

Cette attitude **doublement abstentionniste dans la réalité** convient parfaitement aux classes dirigeantes, à la fois dans le «tiers monde» et les principales puissances occidentales, car elle freine, elle limite toutes les tentatives d'initier ou de renforcer la solidarité entre les luttes des femmes pour l'égalité dans le Nord comme dans le Sud.

Dans les années 60, on entendait le même genre de logorrhée et de raisonnements pseudo-radicaux chez les tiers-mondistes, particulièrement chez les maoïstes, voire chez certains trotskistes. Pour ces militants, les ouvriers européens étaient tous «intégrés» par la «société de consommation» ; ils vivaient de l'exploitation des pays du tiers

<sup>32</sup> <http://www.streetpress.com/sujet/74580-plus-forts-que-frigide-barjot-les-indigenes-de-la-republique-denoncent-l-imperialisme-gay?>

<sup>33</sup> *Vacarme* n° 71, avril 2015, (<http://www.vacarme.org/article2738.html>).

<sup>34</sup> *idem*.

<sup>35</sup> Cf. sur ce sujet le numéro 46 de *Critique internationale* (<http://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2010-1-page-5.htm>).

<sup>36</sup> *IR* n° 4, février 2007.

<sup>37</sup> *Idem*.

<sup>38</sup> *Idem*.

<sup>39</sup> *Idem*.

<sup>40</sup> *Idem*.

monde, donc aucune solidarité n'était possible ; seules comptaient les luttes des travailleurs immigrés en Occident et celles des paysans du Sud... Là aussi, aucune solidarité de classe n'était possible, puisque les prolétaires «blancs» (occidentaux) des métropoles impérialistes étaient censés vivre sur le dos des prolétaires «non blancs» du Sud et du Nord.

On retrouve ce point de vue étriqué dans la façon dont Sadri Khiari interprète, en juin-juillet 2007, la victoire électorale de Sarkozy comme «une amélioration de ces rapports de forces en faveur du pouvoir blanc, c'est-à-dire aussi d'une partie des classes populaires<sup>41</sup>».

Or, dans le même numéro, Said Bouamama écrit fort justement : «La domination raciste contribue à l'occultation de certains clivages sociaux au profit d'autres, encourage à une lecture culturaliste et ethniciste des questions sociales, incite à une concurrence inégale au sein des milieux populaires, pousse les membres des classes populaires "blancs" à se construire en "petits Blancs" et leurs membres issus de l'immigration postcoloniale à ne se définir que par le référent d'origine<sup>42</sup>».

Le «retournement radical du stigmaté» que prône le PIR (à la suite de bien d'autres Identitaires de gauche depuis les années 60) mène justement à l'impasse que Bouamama dénonce dans son texte et qu'il attribue à la seule domination raciste : l'hostilité entre «petits Blancs» et «postcoloniaux» se renforce aussi parce que, de part et d'autre, à droite comme à gauche, on ne leur propose que des explications fondées sur la «race» – et peu importe que, pour le PIR, ou pour d'autres théoriciens, il s'agisse seulement d'une «race subjective», d'un «mensonge efficace», ou d'une notion «sociopolitique» et non biologique. Personne ne peut utiliser une notion aussi connotée depuis des siècles que celle de race sans provoquer des dégâts politiques considérables.

De plus, contrairement à ce que croit Said Bouamama, «l'immigration et ses enfants» ne forment nullement un bloc homogène qui ferait uniquement «partie de la classe ouvrière et même de ses parties les plus exploitées et dominées<sup>43</sup>». La mobilité sociale est réelle au sein de l'immigration «postcoloniale» qui est, elle aussi, structurée par la division en classes aux intérêts opposés.

Le PIR, qui se réclame souvent de l'exemple des Black Panthers et a invité Angela Davis à venir en France pour fêter les dix ans d'existence du mouvement, le 8 mai 2015, aurait dû pourtant remarquer que rien n'empêche une société fondée sur le racisme institutionnel, comme les Etats-Unis, de créer, certes sous la pression des luttes, une vaste petite bourgeoisie noire (qui se reconnaît justement dans les discours identitaires qu'apprécie le PIR) et même une bourgeoisie noire, voire de choisir de mettre à la tête de son Etat Barack Obama<sup>44</sup>, de ses forces armées Colin Powell et de sa diplomatie Condoleeza Rice, tous Afrodescendants qui mènent une politique aussi impérialiste et colonialiste que les «élites blanches».

En fait, les postmodernes, et donc aussi les Indigènes, ne souhaitent nullement renverser le capitalisme (ni même mettre fin à la domination des hommes sur les femmes, quoi qu'en disent les «féministes indigènes»). En effet, leur «priorité» essentielle, pour ne pas dire leur fonction essentielle, est de faire respecter les «traditions» nationales, ethniques et religieuses «non blanches», sous un prétexte radical : celui de l'anti-impérialisme et de

---

<sup>41</sup> L'IR n° 8, «Vote de classe» ou «Vote de race» ?, p. 3.

<sup>42</sup> «L'articulation des dominations : une nécessité incontournable pour l'analyse et pour l'action», L'IR n° 8, p. 7.

<sup>43</sup> On retrouve cette idée sous une forme encore plus caricaturale dans un article de Fatima Ouassak («Les lumières de l'islam de France», L'IR n° 9, octobre 2007, p. 6-7) où elle écrit : «Les classes opprimées, Noirs, Arabes, musulmans, deviennent les classes dangereuses». Non seulement l'auteure, dans ce texte, assimile tous les «Noirs» de France à l'islam (alors que les Antillais des DOM sont bien davantage chrétiens que musulmans comme en témoigne l'essor de l'évangélisme dans les banlieues populaires). Mais en plus elle déplore que les «musulmans» ne soient pas représentés dans «les états-majors de l'armée», «les conseils d'administration des grands groupes de presse» et «la haute fonction publique». Pas étonnant que son article se termine par un appel à un citoyennisme authentique !

<sup>44</sup> Il faut avoir le cerveau particulièrement encombré par les préjugés raciaux (au sens biologique) pour affirmer que Barack Obama ne serait pas un vrai «Noir» puisque sa mère était «blanche» et que ses ancêtres n'ont pas connu l'esclavage. C'est pourtant l'exercice auquel se livre Walou dans L'Indigène de la République n° 13, octobre 2008, p. 8 : «(...) paradoxalement, dans le cas qui nous préoccupe, 1 Noir = 1/2 Noir + 1/2 Blanc. J'ai lu quelque part cette question : pourquoi dit-on qu'Obama est noir alors qu'il est à moitié blanc ? (...) Pourquoi les Européens voient-ils en Obama un Noir non noir ? Parce que : 1) sa mère est blanche ; 2) il ne descend pas d'esclaves. (...) 6°) il n'a pas de grosses lèvres, des grandes dents toutes blanches qui rigolent tout le temps et un large nez épaté. En tant que Noir, Obama a donc des circonstances atténuantes ; c'est un Noir atténué ; inoffensif et même bénéfique comme les virus atténués avec lesquels on fait les vaccins.» Sous prétexte de critiquer l'Obamalâtrie des médias et les illusions de nombreux gens-de-gêche sur les effets positifs de l'élection d'un président afro-américain, Walou exprime en réalité son rejet viscéral, physique, du métissage, exactement comme n'importe quel suprémaciste blanc...

l'anticolonialisme<sup>45</sup>. C'est exactement la position défendue par Tariq Ramadan<sup>46</sup> qui a approuvé et signé le Manifeste des Indigènes – comme l'a rappelé Nad au début de cette interview.

Il est possible qu'au sein du PIR il y ait eu, ou il y ait encore, des discussions sur cette dénonciation lancinante et obsessionnelle des «féministes blanches», accompagnée de la dénonciation des «traîtresses» (entendez toutes celles qui critiquent les coutumes de leur «communauté d'origine» d'un point de vue féministe, laïque ou révolutionnaire), comme en témoigne une interview passionnante de Kaïssa Titous<sup>47</sup> menée par le PIR. Titous rappelle la place essentielle des jeunes filles et des femmes maghrébines, à l'initiative et à la tête des mobilisations dans les banlieues ouvrières, durant les années 70 et 80, à la fois contre les violences et les meurtres commis par des flics, pour la solidarité avec leurs fils, frères ou cousins emprisonnés, pour renforcer la solidarité entre tous les habitantes et habitants du quartier, etc.

K. Titous remarque qu'«on n'a jamais vu les féministes en tant que telles en banlieue et être aux côtés des femmes immigrées» mais souligne également que les femmes immigrées des quartiers populaires «ont rencontré des femmes françaises généreuses, syndicalistes, militantes politiques, catholiques ou protestantes, religieuses, associations caritatives, qui les ont accompagnées et souvent aidées – il fut une époque où le mot solidarité voulait dire quelque chose». Kaïssa Titous rappelle qu'on «*les a beaucoup chargés* [nos pères, nos maris, nos frères] : *violents avec les femmes, polygames délinquants, violeurs, voleurs, machos et maintenant terroristes*». Et de conclure par ces paroles pleines de sagesse : «*Sur le fond, je ne suis pas en désaccord avec le mot "blanc" comme référence sociale. C'est juste que je le trouve inefficace. C'est donner des arguments à ceux qui veulent faire crever le mouvement.*» En effet «*(...) dans mon quartier (...) il y a beaucoup de femmes "blanches" qui sont exploitées, niées, méprisées et très pauvres (...).*»

Malheureusement, ce type de critiques sont ignorées par le PIR, comme en témoigne une réflexion de Nicolas Qualander : «*Beaucoup s'étonnent aujourd'hui du retour de la question de l'identité culturelle : celle de l'islam, chez nombre de fils et filles issus de l'immigration ; celles de l'arabité, ou de l'africanité ; celle de la référence indigène dans la Bolivie d'Evo Morales ou dans le Venezuela d'Hugo Chavez*<sup>48</sup>.»

Le PIR s'est construit comme une organisation identitaire et restera sans doute enfermé dans cette définition idéologique.

L'identitarisme (de droite comme de gauche) progresse lentement mais sûrement en Europe et ce n'est pas certainement pas un phénomène positif qui permettra d'organiser plus efficacement les exploités.

Comme l'explique l'anthropologue Jean-Loup Amselle, les idéologies identitaires sont fondées sur le «primitivisme» (l'idéalisation des sociétés dites primitives, sous domination coloniale ou néocoloniale ; et l'idéalisation de la paysannerie du Nord comme du Sud). «*Le primitivisme, sous la forme d'un populisme de l'autochtonie, est donc un schème de pensée éminemment malléable et, à ce titre, il peut être aussi bien récupéré par l'(extrême gauche) que par l'(extrême) droite.*»

## 7. LE PIR MINIMISE ET MANIPULE L'ANTISEMITISME

**Eric : Le mouvement DTM semble ne pas connaître grand-chose à l'antisémitisme et il considère que l'importance historique de la Shoah est fortement exagérée. Selon eux, l'antisémitisme est moins important que le racisme aux Pays-Bas, parce qu'il ne serait pas «institutionnalisé». Quelle est la position des Indigènes sur l'antisémitisme en France?**

---

<sup>45</sup> En cela, leur démarche relève de la même logique corporatiste-ethnique que celle des Identitaires d'extrême droite. Eux aussi dénoncent l'impérialisme américain, Hollywood, les Mcdo. Ils conchient le «sionisme» et Israël, tout en s'extasiant sur les qualités militaires du Hamas ou du Hezbollah. Ils admirent l'Iran des mollahs, la Syrie de Bachar al-Assad ou l'Irak de Saddam Hussein comme des nations qui résistent à «l'Empire». Ils vantent les vertus de l'enracinement dans des «terroirs» (ce que Maurras appelait des «patries charnelles») soumis à un ordre social et religieux éternel ou en tout cas pluriséculaire (dans ce cas un héritage européen-blanc à dominante catholique, orthodoxe ou protestant, selon les pays concernés). Les Identitaires de gauche louent l'islamité, l'arabité, l'africanité ; les Identitaires de droite exaltent la francité, la germanité, la britannicité, l'occidentalité et la chrétienté. Ces démarches reposent sur l'unité entre toutes les classes sociales, à l'exception de quelques «traîtres» («bounties», «oreos» et «Oncle Tom» à l'extrême gauche ; «mondialistes», «licraisés» ou «enjuivés» à l'extrême droite) pour la réalisation de leur projet corporatiste ethnico-religieux.

<sup>46</sup> «40 reasons why Tariq Ramadan is a reactionary bigot», 2007 (<http://www.mondialisme.org/spip.php?article487>)

<sup>47</sup> «Nous avons besoin d'un mouvement de combat», *L'IR*, mars 2007, p. 7 et 8. Cette interview, comme tous les textes des treize premiers numéros de l'organe du PIR, est téléchargeable sur leur site.

<sup>48</sup> «Amilcar Cabral, culture et libération», *L'IR*, n° 2, p. 9, décembre 2006.

**Yves:** Pour comprendre la position du PIR à propos de l'antisémitisme, il faut d'abord se pencher sur leur vision des différentes formes de racisme et sur les divers génocides, vision qui est tellement répandue à gauche et à l'extrême gauche qu'elle n'est presque jamais discutée et remise en cause dans ces milieux.

Comme tous les tiers-mondistes, le PIR partage bel et bien l'idée d'une hiérarchie morale et politique entre les «génocides» et les crimes de guerre. Il considère que les crimes de l'Occident sont plus graves que les autres. Ce parti ne mentionne jamais ceux qui se sont déroulés à l'intérieur des pays du Sud, à commencer par les traites orientales et intra-africaines... ou alors uniquement pour en rejeter la faute sur l'Occident ou en minimiser la portée.

Le PIR considère même, au mépris de la vérité historique, qu'il n'y aurait aucun lien entre l'antisémitisme européen et l'antisémitisme dans les pays dits musulmans : *«Nous refusons d'inscrire les sentiments anti-juifs des indigènes dans la filiation de l'antisémitisme européen. Nous les rattachons à une autre histoire, l'histoire coloniale, l'histoire d'Israël, et l'histoire de l'État-Nation<sup>49</sup>»*.

Houria Bouteldja ignore le statut discriminatoire pluriséculaire des dhimmi dans les sociétés musulmanes, statut inventé contre les juifs et les chrétiens bien avant les interventions occidentales. Elle ignore les nombreux passages du Coran qui dénoncent le rôle «criminel» des juifs. Elle ignore les écrits des nombreux théologiens musulmans qui ont construit une image démoniaque du judaïsme à travers les siècles.

Bref, elle ignore que l'antisémitisme a une histoire...

Par exemple, Martial Ze Belinga, du site Afrikara, déclare dans une interview au PIR : *«Les traites orientales qui se sont étendues sur un plus long terme ont été moins intensives avec un impact incommensurablement plus faible sur ces sociétés<sup>50</sup>»*. Ce type de propos négationnistes, favorisé par le manque de témoignages et de documents écrits sur les traites orientales et intra-africaines, ne suscite aucune réaction de Sadri Khiari, son interlocuteur.

Nous pouvons observer le même silence complice lorsque Willy de l'Alliance noire citoyenne profère une énormité : *«les autres traites ne m'ont pas du tout touché<sup>51</sup>»*. Comme si les Afro-descendants antillais devaient être indifférents au sort des Afro-descendants mauritaniens, tunisiens ou égyptiens dont les ancêtres ont été victimes de l'esclavage. Indifférents parce que ces derniers vivent dans des pays «musulmans» bien sûr, car l'exemple des Noirs américains est, lui, sans cesse cité comme référence qui «touche» les Antillais !

Bel exemple des absurdités réactionnaires auxquelles mènent les théories identitaires dont l'«antiracisme» est à géométrie variable.

On retrouve le même genre de corporatisme ethnique dans un article de l'écrivain Raphaël Confiant où l'auteur, tout en invoquant la solidarité nécessaire *«entre Noirs français et Antillais restés au pays»* nous explique qu'un *«Noir vivant à Aubervilliers ou à Nanterre ne peut pas savoir ce qui est un bon pour un Antillais vivant à Basse-Pointe (Martinique) ou à Vieux-Habitants (Guadeloupe) et inversement<sup>52</sup>»* !

L'Argentin «blanc» Alfredo «Che» Guevara qui a pensé la théorie du *foco* notamment pour les Indiens boliviens et combattu à leurs côtés ainsi qu'aux côtés des Africains du Congo, ou le métis martiniquais Frantz Fanon qui a osé soutenir le FLN et réfléchir à la cause algérienne, ont dû se retourner dans leur tombes en lisant de telles insanités identitaires !

De même quand Martial Ze Belinga explique que *«les civilisations européennes puis occidentales sont les seules qui ont la particularité d'avoir rationalisé la hiérarchisation des êtres humains sur la terre»*, il n'a jamais dû lire cette phrase d'Ibn Khaldoun : *«Les seuls peuples à accepter l'esclavage sont les nègres, en raison d'un degré inférieur d'humanité, leur place étant plus proche du stade animal.»*

Face à l'Etat d'Israël, dont les partisans les plus réactionnaires ont tendance à minimiser, ou à faire passer au second plan, d'autres massacres de masse, crimes de guerre ou génocides commis par l'Occident en dehors du judéocide, le PIR, lui, prend une position tout aussi erronée et privilégie la dénonciation des massacres et les crimes de masse contre des «non Blancs» commis par des «Blancs»... en oubliant les autres au nom, bien sûr, de l'anticolonialisme et de l'anti-impérialisme.

### **Eric : Peux-tu nous préciser quel est exactement l'attitude du PIR face à l'antisémitisme ?**

**Yves :** La question de l'antisémitisme est sensible ici parce que ce pays abrite à la fois la plus importante «communauté» juive et la plus importante «communauté» musulmane en Europe ; mais aussi en raison du passé collaborationniste de l'administration, de la police et de la justice françaises avec l'occupant nazi pendant la Seconde Guerre mondiale. Et de la version mensongère de la Résistance concoctée par les staliniens et les gaullistes à cette période et surtout après...

---

<sup>49</sup> *Idem.*

<sup>50</sup> *L'IR* n° 7, mai 2007, p. 4.

<sup>51</sup> *L'IR* n° 4, février 2007, p. 8.

<sup>52</sup> «Marronnage et Jihad. De la nécessité de soutenir nos luttes respectives», *L'IR* n° 13, octobre 2008, p. 3.

Nés en 2005, les Indigènes de la République ont donc tout d'abord été prudents quoique, dès l'assassinat d'Ilan Halimi en 2006, on pouvait noter leur refus d'admettre qu'il s'agissait d'un meurtre antisémite.

Le communiqué du 1<sup>er</sup> mars 2006<sup>53</sup> dénonçait certes le meurtre d'Ilan Halimi (un «*crime atroce*», «*crapuleux*» selon le MIR) mais embrayait ensuite sur «*le traitement d'exception accordé au racisme anti-juifs*» sans prononcer une seule fois le mot «antisémitisme». Ce texte ayant suscité des critiques, Sadri Khiari répondit dans un long article<sup>54</sup> et il se demanda «*Pourquoi ce fait divers, certes monstrueux et qui a pu mobiliser – l'enquête dira peut être et dans quelle mesure – des stéréotypes antisémites, pourquoi ce fait divers, donc, a-t-il pu devenir une affaire politique majeure (...) ?*». Répondant à sa propre question, Sadri Khiari dénonça la manipulation politique organisée autour du meurtre par les médias et tous les partis ; «*l'offensive buschienne*<sup>55</sup> à l'échelle internationale et (...) celle, combinée, que mène la droite (et que continuerait sans doute de mener la nouvelle gauche plurielle si elle accédait au pouvoir en 2007) contre l'immigration et contre les populations issues des anciennes colonies : les Noirs, les Arabes, les musulmans» ; mais aussi la manifestation rassemblant les partis de la gauche et de la droite contre ce meurtre comme une initiative «raciste»... Sa critique aurait été plus crédible si le MIR avait proposé une manifestation indépendante, ce qu'il se garda bien d'organiser – pas plus, d'ailleurs, que l'extrême gauche, les anarchistes et l'UJFP...

En 2012, après que Mohamed Merah eut assassiné trois enfants juifs de 3, 6 et 8 ans, dans une école de Toulouse, Houria Bouteldja trouva le moyen d'écrire un article intitulé «Mohamed Merah et moi» où toute sa compassion allait à la mère du tueur, et où elle n'avait pas un mot particulier pour les parents des enfants juifs assassinés<sup>56</sup>.

En effet, elle déclara «*Au nom du Printemps des quartiers, je voudrais également que nous ayons tous ici ce soir une pensée solidaire pour Mme Zoulikha Aziri, mère de Mohamed Merah qui traverse aujourd'hui une épreuve insoutenable.*» Autant le nom, la religion, les origines de la mère de Merah sont explicitement mentionnés et présentés comme significatifs et dignes d'explications «politiques» à la sauce postcoloniale, autant les mères des enfants et de l'adulte juifs assassinés par Merah sont maintenues par Bouteldja dans l'anonymat le plus total («*Au nom de Printemps des quartiers, je voudrais ici exprimer notre profonde tristesse aux familles, aux pères et aux mères des victimes, adultes et enfants de l'effroyable tuerie de Toulouse et Montauban*»). Leur identité juive est niée, la motivation antisémite évidente de Merah est dissimulée. C'est bien cette négation grossière de l'antisémitisme par le PIR et sa porte-parole qui pose problème.

Après s'être assurés de l'aide de juifs de gauche antisionistes comme ceux de l'UJFP<sup>57</sup> les Indigènes se sont mis à recycler, en toute bonne conscience, à la fois certains raisonnements et une terminologie proche de l'extrême droite concernant les Juifs de France.

Ils expliquent, bien sûr, eux aussi, en France, que l'antisémitisme ne serait pas «institutionnalisé» en France, contrairement au racisme antimusulmans ou anti-Africains qui eux le seraient.

Je remarquerai, au passage, qu'ils n'ont rien compris l'intérêt de la notion de racisme institutionnel. Appliquée aux Noirs américains, ou aux minorités d'origine africaine ou maghrébine dans les pays du Nord, ce concept permet d'aller au-delà des apparences juridiques et constitutionnelles (les discours des Etats occidentaux

---

<sup>53</sup> <http://indigenes-republique.fr/meurtre-dilan-halimi/>

<sup>54</sup> <http://indigenes-republique.fr/reponse-a-philippe-corcuff-concernant-le-communique-des-indigenes-de-la-republique-sur-le-meurtre-dhalimi/>

<sup>55</sup> On a un peu de mal à saisir le lien entre, d'un côté, les tortures pratiquées par une quinzaine de jeunes sur un employé juif qu'ils avaient enlevé et qui est mort de leurs traitements barbares, et, de l'autre, «l'offensive buschienne», mais cette prose illustre bien comment les gauchistes noient le poisson quand une question ou un événement les dérange.

<sup>56</sup> Cf. «Mohamed Merah, Houria Bouteldja et la compassion à deux vitesses», *NPNF* n° 40-41, mai 2012.

<sup>57</sup> L'Union juive française pour la paix fait partie de ces organisations identitaires de gauche qui fleurissent depuis quelques années. Elle prétend représenter les «juifs pour la paix en Palestine» mais regroupe en fait de nombreux non-juifs, comme le prévoient d'ailleurs ses statuts. On ne comprend pas bien alors pourquoi cette organisation n'a pas tout simplement pris le nom d'«Union française pour la paix en Palestine» sans faire référence à aucune mention confessionnelle, culturelle, nationale ou ethnique, selon la définition que l'on a de la judéité.

Plus exactement on ne peut le comprendre que si on lit cette déclaration très claire de leur copine Bouteldja : «*Nous, on a toujours été pour que les juifs s'identifient en tant que juifs, même s'il faut reconnaître que c'est une régression. On est arrivé à une telle tension entre "races" qu'il devient urgent pour les juifs de brandir leurs identités ethnico-religieuses associées à des identités politiques radicalement antisionistes et antiracistes : "Non, les juifs ne sont pas tous sionistes."*» (<http://www.vacarme.org/article2738.html>, *Vacarme*, n° 71, avril 2015). Sans le vouloir, la porte-parole du PIR met ici le doigt sur l'essentiel : les politiques identitaires constituent une véritable **régression** consciemment souhaitée par leur promoteurs. De plus, elle montre qu'elle ne connaît absolument rien aux multiples définitions de la judéité, en dehors de l'élément «ethnico-religieux». Mais c'est normal puisque c'est le seul qui trouve grâce à ses yeux ! Quant à parler de «races», même avec des guillemets hypocrites, on voit que Houria Bouteldja n'a aucune mémoire et participe de la campagne actuelle de négation de l'antisémitisme qui elle-même fait le jeu des «sionistes» d'extrême droite.

condamnent officiellement le racisme depuis longtemps) et de mettre au jour et dénoncer les mécanismes discriminatoires non officiels...

Mais on doit aussi l'appliquer au racisme des «non-Blancs» contre d'autres «non-Blancs», par exemple le racisme qui vise les minorités ethniques dans des pays comme la Thaïlande, la Birmanie, la Chine ou le Vietnam. Ou encore les différentes formes de racisme qui opposent entre eux les métis, les Afro-descendants et les Indiens au Brésil, en Colombie, au Pérou ou au Venezuela, racismes qui ne s'expliquent pas uniquement par le rôle des «Blancs occidentaux», n'en déplaise aux partisans du postmodernisme ou des études postcoloniales.

Quand les militants du Black Panther Party proclamaient «*Aucun Vietnamien ne m'a jamais traité de nègre*<sup>58</sup>», ils démontraient qu'ils ne connaissaient rien à l'Asie du Sud-Est, au mépris et aux discriminations multiples et systématiques dont sont victimes les populations d'Asie du Sud-Est à la peau plus foncée que les plus «blancs» de leurs compatriotes (notamment les minorités vivant dans les régions montagneuses, ou qui en sont originaires), sans compter les préjugés tenaces qu'ils ont contre les Africains !

Si les Indigènes et les «antisionistes» étaient capables d'un minimum d'imagination et d'esprit critique, ils se demanderaient également pourquoi l'antisémitisme constitue toujours un enjeu politique de masse en France, par exemple pour des agitateurs fascistes populaires comme le «comique» Dieudonné. Mais ils n'ont rien d'intéressant à en dire car leur «antisionisme» non seulement les aveugle mais les incite à des «blagues» antisémites comme en témoigne ce petit entrefilet dans la rubrique «Braises» : «*On l'a vu cet été, le keffieh palestinien est à la mode. Pas un bobo en ville sans son imprimé quadrillé. Outre que soit vidé de son sens ce symbole de la résistance palestinienne, cela met à mal les artisans palestiniens, dont c'était une source de revenu. En effet, les fichus bon marché et colorés sont désormais produits en Chine et inondent le marché. Qu'un sioniste soit derrière tout ça ne serait pas étonnant*<sup>59</sup>.»

Sur l'antisémitisme, le PIR est capable de proclamer tout et son contraire : par exemple, lors de la célébration des dix ans du PIR, Bouteldja a condamné la quenelle de Dieudonné et évoqué les victimes juives «*à qui nous devons du respect comme à tous les morts des crimes de l'Occident*». Elle peut déclarer : «*Une partie du public indigène de Dieudonné croit que les juifs tirent les ficelles. Mais, c'est une ruse de l'État-nation*<sup>60</sup>.» Ou encore : «*Au fond, la Shoah, doit aussi devenir mon sacré. Mais je pose mes conditions : je refuse que la Shoah devienne mon sacré si on ne reconnaît pas mon sacré à moi*<sup>61</sup>.» Elle dénonce les «*idéologies qui ont exterminé nos ancêtres avant le génocide des juifs et des tziganes*». Mais il s'agit de références superficielles, qui ne structurent pas véritablement sa pensée ni celle des Indigènes de la République.

Prise dans cette logique de corporatisme ethnique, Bouteldja<sup>62</sup> est allée récemment beaucoup plus loin en prétendant que l'Etat français protégerait «les Juifs» depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle !

Rappelons que la France était un pays gangrené par l'antisémitisme comme l'a prouvé la condamnation inique du capitaine Dreyfus en 1894 et les douze années de polémiques jusqu'à sa réhabilitation en 1906; l'existence de ligues antisémites de masse jusqu'à la Seconde Guerre mondiale ; l'adoption, à l'initiative des juristes français dont Maurice Duverger (qui fit après la Libération une brillante carrière à la fois au «*Monde*» et dans l'Université française<sup>63</sup>), d'une législation encore plus antisémite que la législation nazie en 1940 ; et la déportation grâce à l'aide zélée de la police française de plus de 75 000 Juifs (dont environ 2 000 revinrent vivants) dans une indifférence quasi générale, en tout cas à gauche....

Houria Bouteldja défend l'idée absurde et criminelle que l'antisémitisme pourrait avoir un «rôle progressif» (*sic*)<sup>64</sup>.

La porte-parole du PIR, comme de nombreux autres militants de gauche, refuse de considérer qu'il nous faut lutter conjointement contre l'antisémitisme et le racisme antimusulmans<sup>65</sup>. Elle prétend combattre la «hiérarchie

<sup>58</sup> Slogan cité dans *L'IR* n° 1, 2005.

<sup>59</sup> *L'IR* n° 13, octobre 2008, p. 4.

<sup>60</sup> *Vacarme* n° 71, avril 2015 (<http://www.vacarme.org/article2738.html>).

<sup>61</sup> *Idem*.

<sup>62</sup> En 2014, elle a reçu le prix de la lutte contre l'islamophobie par la Commission islamique des droits de l'homme. Voir aussi «Les indigènes de la République, le débat sur le colonialisme français et ses conséquences» (Juin 2008) <http://www.mondialisme.org/spip.php?article1170>.

<sup>63</sup> A ce sujet et à propos de la créativité juridique antisémite gauloise sous Pétain on lira ce livre indispensable : *Vichy, la justice et les Juifs* de Richard H. Weisberg, publié par les Editions des archives contemporaines en 1998 et passé sous silence par les historiens français.

<sup>64</sup> À cette fin, elle a même utilisé et déformé une citation de CLR James (plus précisément une résolution du Workers Party américain). Cf. «Dieudonné au prisme de la gauche blanche ou comment penser l'internationalisme domestique ?» (<http://indigenes-republique.fr/dieudonne-au-prisme-de-la-gauche-blanche-ou-comment-penser-l-internationalisme-domestique/>) La citation manipulée de C.L.R. James se trouve à la fin de ce texte de Bouteldja.

<sup>65</sup> Sur ce sujet on pourra l'article des Luftmenschen «Des sionislamistes qui envahissent la France et autres dangereuses sornettes», *NPNF* n° 50-51, juin 2015.



des racismes» qui serait le fait de la «gauche blanche», mais son raisonnement n'est que le reflet inversé de la position des «sionistes» d'extrême droite.

Seulement deux mois après que quatre Juifs ont été assassinés dans un supermarché casher parisien, Bouteldja a déclaré que les gouvernements français avaient une «politique philosémite<sup>66</sup>» depuis 1945 – «philosémite» étant traditionnellement un terme codé à l'extrême droite pour désigner les Juifs ou les Gentils-manipulés-par-les-Juifs, de l'affaire Dreyfus jusqu'à aujourd'hui, dans les milieux d'extrême droite.

Pour cette militante qui prétend «politiser l'antiracisme» (?!), «les Juifs» (*sic*) seraient utilisés par l'Etat français depuis la Libération<sup>67</sup> pour «devenir la bonne conscience blanche et faire de la Shoah une nouvelle religion civile», pour dissimuler «la mémoire de la traite négrière», «la mémoire coloniale», «la mémoire du génocide des Tziganes» ; cela nourrirait, selon elle, le «ressentiment envers les Juifs vus, à juste titre, comme les enfants chéris de la République. C'est ici la première source de l'hostilité de la part des sujets postcoloniaux<sup>68</sup> envers les Juifs.»

Évidemment, dans ce texte où elle recycle le vieux langage codé de l'extrême droite française (l'accusation de «philosémitisme<sup>69</sup>» et la présentation des Juifs comme les «enfants chéris de la République» au mépris de la plus élémentaire vérité historique) et le mélange avec des concepts empruntés aux études postcoloniales et subalternes, Houria Bouteldja n'oublie pas de blâmer «les Juifs» qui seraient devenus «les porte-parole du monde occidental ou plus exactement – pour utiliser une métaphore ses “tirailleurs sénégalais”, en particulier au moyen d'un autre Etat-nation colonial: Israël, dont la mission est d'assurer les intérêts du monde occidental dans le monde arabe».

En dehors de ces arguments réactionnaires, qui rendent systématiquement les Juifs responsables de l'antisémitisme, elle nous présente une image absolument fautive de la gauche française qui, selon elle, aurait été façonnée et fascinée par la mémoire du judéocide. Houria Bouteldja ignore totalement la manière dont les partis stalinien, la Russie «soviétique» et les «démocraties populaires» ont obligé les Juifs, après 1945, à être enrôlés comme des victimes du fascisme et non comme des victimes de l'antisémitisme.

Et cela fut évidemment valable en France dès la Libération. Comme l'indique le site Mémorial de la Shoah, dans un article intitulé «Les débuts de la construction de la mémoire de la déportation en France» : «Le 6 août et le 9 septembre 1948, deux lois (...) instaurent (...) une hiérarchie entre les différentes catégories de rentrants» (les «résistants» et les «politiques»). «Sans être nommés dans le texte de loi, les Juifs sont implicitement rattachés à la catégorie des “politiques”, qui rassemble, en fait, la masse des victimes de l'arbitraire nazi et vichyste. À ne pas vouloir reprendre les catégories de l'opresseur, le législateur contribue à l'éclipse de la mémoire du génocide juif.»

Houria Bouteldja ignore à quel point cette vision stalinienne (et même stalino-gaulliste en France) de la question juive (et son sous-texte globalement antisémite comme en témoigne l'histoire des pays du bloc de l'Est) a modelé l'antiracisme européen.

Ce «philosémitisme» imaginaire de la gauche française permet à Houria Bouteldja de justifier son soutien à l'antisémitisme «progressif» (*sic*) des dominés «postcoloniaux», dont elle prétend défendre les intérêts.

On pourrait croire que Houria Bouteldja représente une exception au PIR. Pour se convaincre du contraire, il suffit de lire ce qu'écrivent d'autres militants de ce parti sur son site.

---

<sup>66</sup> «Racisme (s) et philosémitisme d'Etat ou comment politiser l'antiracisme en France ?» <http://indigenes-republique.fr/racisme-s-etphilosemitisme-detat-ou-comment-politiser-lantiracisme-en-france-3/>

<sup>67</sup> Dans une autre intervention de 2012 où elle répond au CRIF «Le démon antisémite» (<https://www.youtube.com/watch?v=4iKUIHMx2j0>), elle faisait remonter le ressentiment des «Arabes» contre les Juifs au décret Crémieux (1870) qui accorda la nationalité française aux Juifs nés en Algérie et pas aux musulmans nés dans cette colonie.

<sup>68</sup> On ne voit pas bien en quoi les «Tziganes» seraient des «sujets postcoloniaux» mais Houria Bouteldja ratisse large et ses connaissances historiques, comme celles de Youcef Boussouma, sont toujours très superficielles...

<sup>69</sup> Interviewé par le PIR (L'IR n° 10), Yitzhak Laor, auteur de *Le Nouveau Philosémitisme européen* et le «camp de la paix» israélien, La Fabrique, 2007 affirme que : «ce que j'appelle le “philosémitisme”, (...) n'est ni lié à la propagande menée par Israël, ni à la puissance des Juifs». Il ignore visiblement que ces thèmes sont justement au centre de la propagande du PIR, comme en témoignaient encore en juillet 2014 les discussions entre Youssef Boussoumah et Sacha Reingewitz de l'Union des étudiants juifs de France, ce dernier étant sans cesse accusé par le premier de «faire la propagande israélienne», de «défendre le camp israélien», d'être le «représentant du gouvernement israélien», etc. (<https://www.youtube.com/watch?v=pbMnmDbQjsw>). Les interventions de Boussoumah présentent clairement les Français juifs «sionistes» comme une cinquième colonne au service d'un Etat étranger : Israël. Tout comme la droite et l'extrême droite présentaient le PCF et ses militants comme une cinquième colonne de l'URSS ou du bloc soviétique.

Le terme de «philosémitisme» est couramment utilisé par l'extrême droite française depuis un siècle. Cet usage s'inscrit dans une longue tradition antisémite que les Indigènes ne peuvent faire semblant d'ignorer en se cachant derrière les analyses du romancier et critique littéraire israélien Yitzhak Laor, ou les déclarations de leurs copains de l'UJFP qui leur servent de caution politique (cf. par exemple, «Sur le philosémitisme d'Etat» de Rudolf Bkouche qui noie le poisson dans des considérations générales <http://www.ujfp.org/spip.php?article4117>)...

Le premier, Malik Tahar Chaouch<sup>70</sup>, [se livre à une critique virulente des positions d'Alain Soral en attaquant «le lobby». Le PIR est particulièrement gêné parce que, cet agitateur fasciste qui tente de tendre la main aux musulmans](#) a repris au moins deux vidéos de Houria Bouteldja sur le site Egalité et Réconciliation. Dans la première, la porte-parole du PIR déclare que l'antisémitisme et le sionisme sont «absolument indissociables» (vieux credo négationniste). Dans la seconde, «Le démon antisémite»<sup>71</sup>, elle enfile les perles sur l'histoire des peuples juifs tout en enjoignant aux Juifs d'être avant tout de bons petits patriotes dans chaque Etat bourgeois. Le sous-texte est clair pour ceux qui sont habitués à analyser les discours antisionistes aux tonalités antisémites (conscientes ou inconscientes, peu importe) : Bouteldja souligne implicitement le risque que les Juifs constituent une sorte de cinquième colonne...

[Cette utilisation des paroles de Houria Bouteldja par le fasciste Soral a certainement poussé Malik Tahar Chaouch à expliquer en quoi l'«antisionisme» du PIR diffèrait de celui des fascistes. Mais le moins qu'on puisse dire est que sa démonstration manque de consistance. En effet, ce militant «indigène» a écrit sur le site du PIR : «Pourtant, dans le contexte français actuel et, à la différence du vieil antisémitisme européen, l'antisémitisme doctrinaire de Soral n'a pas véritablement de conséquences pratiques. Le "juif" y est un objet flottant, comme il l'est dans les discours philosémites qui dénoncent l'«antisémitisme des banlieues»<sup>72</sup>»](#)

Sur quelle planète vivent les Indigènes de la République ?

Ce militant du PIR «oublie» la torture puis l'assassinat d'Ilan Halimi en 2006 par le «gang des barbares» et le meurtre de trois enfants juifs en 2012 par Mohamed Merah à Toulouse – sans mentionner des événements postérieurs à cet article, comme l'attaque de plusieurs magasins juifs et d'une synagogue à Sarcelles par des «antisionistes» en juillet 2014 et les quatre assassinats commis par Coulibaly en janvier 2015.

Malik Tahar Chaouch continue bravement : *«Son actualisation [par Soral] du vieux fonds antisémite de l'extrême droite française consiste plutôt à canaliser les populations postcoloniales vers l'extrême droite, au travers d'un pseudo-antisionisme, tout en dissociant soigneusement le sionisme de l'hégémonisme blanc et de l'impérialisme occidental, c'est-à-dire en le réduisant à un "communautarisme juif" infiltré dans les instances dirigeantes françaises.»*

Mais que fait d'autre le PIR lorsqu'il distribue des autocollants dénonçant la mainmise des «sionistes» sur les médias français, ou attaque de façon monomaniaque le CRIF comme si cette fédération d'associations juives avait un poids déterminant sur la politique de l'Etat français<sup>73</sup> ?

Poursuivons notre lecture édifiante : *«Or, s'il existe une "religion de la Shoah", il faudrait se demander ce qu'on y défend vraiment : le "judéocentrisme" ou l'Occident ? De ce point de vue, le sionisme doit être avant tout défini comme un projet colonialiste qui a été le vecteur du "blanchissement" des "juifs" (notamment en Europe), devenus alliés de leurs ex-bourreaux.»*

Notons que la prétendue tentative de «blanchissement» des Juifs par le sionisme leur a coûté six millions de morts et l'indifférence criminelle de toutes les puissances (URSS comprises) avant 1945. Et que l'Allemagne hitlérienne – symbole même de l'impérialisme raciste «aryen» et «blanc» – a tout fait pour empêcher le «sionisme» de réussir son projet politique. Cet argument est donc particulièrement crapuleux.

De plus, Malek Chaouch reprend le terme très douteux de «religion de la Shoah», thème favori des négationnistes et des fascistes. Il amalgame les «juifs» et les «sionistes» (de tendances très différentes), en prétendant que les «juifs» seraient devenus des «alliés de leurs ex-bourreaux». Ce passage n'a aucun sens : tout d'abord les nazis n'étaient plus au pouvoir après 1945, donc les «sionistes» n'ont pu devenir les alliés de leurs «ex-bourreaux» à moins de reprendre les mensonges de Robert Faurisson sur la collaboration entre Hitler et les «Juifs»... Ou à moins de considérer tous les Etats occidentaux comme des «bourreaux» des Juifs, Etats-Unis compris, ce qui est historiquement faux. Enfin, entre 1947 et 1949, c'est l'URSS et non les Etats-Unis qui soutinrent, y compris militairement, la création du nouvel Etat «sioniste» et rendirent sa victoire possible contre les armées arabes. L'URSS n'était pas vraiment représentative de «l'Occident blanc» à l'époque, du moins que je sache.

Dans un texte d'un autre militant du PIR, Sherine Soliman, qui cite abondamment Edward Said, on trouve les mêmes considérations absurdes sur «LE» sionisme et les mêmes amalgames dangereux : *«tout Français issu de l'immigration postcoloniale a de quoi se sentir intimement et racialement inférieur par le sionisme qui poursuit son entreprise coloniale, et donc inférieur par la politique française et ses discours soutenant cette idéologie<sup>74</sup>»*. En termes clairs, tous les «non Blancs» doivent haïr les «sionistes» (traduire les Juifs).

<sup>70</sup> <http://indigenes-republique.fr/soral-le-petit-soldat-de-l-empire/>

<sup>71</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=4iKUIHMX2j0>.

<sup>72</sup> Le 18 février 2014, <http://indigenes-republique.fr/soral-le-petit-soldat-de-l-empire/>

<sup>73</sup> Cf. sur le site du PIR : <http://indigenes-republique.fr/apres-stephane-hessel-leila-shahid-le-crif-a-t-il-encore-frappe/> ou <http://indigenes-republique.fr/reponse-de-houria-bouteldja-au-crif/> ou encore <http://indigenes-republique.fr/larriere-garde-repond-a-manuel-valls/>. La critique incessante du rôle du CRIF est un thème commun à l'extrême droite et à l'extrême gauche.

<sup>74</sup> <http://indigenes-republique.fr/sionisme-et-antisemitisme-postcolonial-une-analyse-essentielle-inspiree-dedward-said-2/>

Comme quoi les militants du PIR ont beau prétendre chasser les raisonnements du fasciste Soral par la porte, ils les font rentrer par la fenêtre sous la plume de Sherine Soliman : en effet, Soral tente, lui aussi, de faire croire aux Français d'«origine immigrée» et «musulmans» que leur condition subalterne (du moins pour ce qui concerne les prolétaires, certainement pas les ministres Rachida Dati ou Najat Vallaud-Belkacem, les hauts cadres de la banque comme Hakim El Karoui ou les hommes d'affaires comme Yazid Sabeg), dans l'Hexagone aurait un rapport étroit avec «le» sionisme, donc avec les Juifs et les juifs.

Les militants du PIR, comme apparemment ceux du mouvement DTM aux Pays-Bas si j'en crois ta question, ne connaissent rien ni à l'histoire de l'antisémitisme ni à celle DES sionismes, et n'hésitent pas à jouer avec le feu pour nourrir les haines identitaires sur lesquelles ils espèrent prospérer pour construire leur «champ politique indigène»...

## 8. LE PIR DEFEND LES OBSCURANTISMES RELIGIEUX

**Eric : Après la traite transatlantique, la lutte en Palestine semble être le thème le plus important pour les membres de DTM. Certains d'entre eux considèrent les militants du Hamas comme des héros, et refusent de coopérer avec quiconque est en désaccord avec ce point de vue. Quelle est la situation en France? Les Indigènes considèrent-ils la religion, ou même le fondamentalisme, comme progressistes ?**

**Yves:** Commençons par la question de la religion.

Le PIR part du présupposé que l'islam serait le principal référent identitaire des «non-Blancs» en France et que cela influence toute leur vision géopolitique du monde.

Dans un article au titre révélateur «Le PIR : un parti de communautés et d'individus», Walou écrit que «*en tant que parti décolonial, le PIR se devra, par exemple, d'être un espace qui permette à sa composante musulmane d'affirmer son islamité, de penser et d'exprimer sa politique à travers l'islam comme à sa composante noire d'exprimer sa condition historique propre*<sup>75</sup>».

Sur la même page, un article de Lalla H. («Ma foi musulmane, mon engagement politique») enfonce le clou religieux pour ceux qui n'auraient pas compris : «*Mon islamité est bien plus qu'une source de bien-être, c'est, selon moi, un cadre structuré et structurant mon existence dans une société de plus en plus globalisante où les points de repères volent en éclats continuellement.*» Et l'auteure d'ajouter que sa foi lui permet de s'émanciper «de la culture dominante», affirmation pour le moins curieuse dans un monde où 57 Etats se sont regroupés dans une Organisation pour la conférence islamique, structure qui n'est pas exactement au service des «dominés» musulmans, où qu'ils vivent !

Mais, rassurez-vous, les obscurantistes chrétiens ont aussi leur place au PIR puisque Ezzine Lasslaa affirme (sans nous donner le moindre détail) que «*la théologie noire chrétienne a inversé complètement les valeurs de la chrétienté coloniale*<sup>76</sup>» en invoquant la lutte de Kimpa Vita, une prophétesse chrétienne contre les colons portugais au Congo. En dehors de ce bref rappel historique (qui passe sous silence que Kimpa Vita faisait allégeance au pape, ce qui n'est pas anodin à l'époque d'un point de vue anticolonialiste), l'auteur ne nous apprend rien sur le rôle et le contenu politique des messianismes d'inspiration chrétienne en Afrique noire !

Toujours dans le même numéro, Zulficar dresse l'éloge du cheikh Azzdine al Qassam<sup>77</sup>, qui «*rassemble les trois caractéristiques du héros révolutionnaire par excellence : l'exemplarité de sa vie, la pureté de ses intentions et sa fin sublime.*» «*Tout à la fois chef politique, chef religieux et chef militaire, prédicateur et militant associatif, il est partisan d'un jihad révolutionnaire anticolonial et progressiste. Son souvenir nous invite à revisiter le lien entre le spirituel et le temporel, entre nationalisme et islam, entre religion et émancipation sociale. Un parcours qui fait de lui l'un des principaux baliseurs d'un islamisme de libération à venir.*»

De façon cohérente, le PIR privilégie les relations avec «*les associations musulmanes comme Présence et Spiritualité Musulmane, l'Union des Organisations Islamiques de France, les associations luttant contre l'islamophobie comme le Collectif contre l'Islamophobie en France ou Mamans Toutes Egaales*<sup>78</sup>».

---

<sup>75</sup> L'IR n° 13, p. 10.

<sup>76</sup> «Christ noir versus Christ blanc», L'IR n°, 201.

<sup>77</sup> Né en Syrie en 1883, il participe à la révolte contre le mandat français en Syrie, puis contre le mandat britannique en Palestine à partir de 1921. Partisan de la guérilla et de la lutte armée, il meurt en 1935 en combattant les soldats britanniques qui l'encerclaient avec un petit groupe de ses partisans. Icône du mouvement national palestinien actuel, comme en témoigne l'existence des Brigades al-Qassam, branche armée du Hamas.

<sup>78</sup> Communiqué du 15 avril 2015 : (<http://indigenes-republique.fr/le-bureau-executif-du-mrap-denonce-le-pir-comme-antisemite-analyse-dune-strategie/>)

La théophilie du PIR va encore plus loin au point que ce parti se transforme parfois en une officine de propagande religieuse. En effet, Houria Bouteldja dénonce une «*hostilité croissante au sacré, laissant la place à une rationalité strictement instrumentale, dépourvue de sens et méprisant toute forme de transcendance*». Pour ceux qui n'auraient pas compris quelle religion elle défend, elle précise sa pensée : «*L'une des rares figures qui nous réhabilite et sur laquelle nous projetons notre "nous" positif et digne est celle du Prophète. Il nous permet de rester debout car il est justice, droiture et bonté. Il est notre reflet positif*<sup>79</sup>.»

En quelques années, le PIR et sa porte-parole sont clairement passés de l'empathie pour les croyants (formulant au passage un diagnostic civilisationnel qui peut satisfaire aussi bien les obscurantistes catholiques, protestants et juifs) à l'apologie de la foi et de la religion musulmanes.

Cette ultra-sensibilité face aux atteintes portées au «sacré» ne va pas cependant jusqu'à inciter le PIR à se pencher sur les multiples profanations commises par les talibans, les soldats de Boko Haram, Daesh et tous ces «damnés de la terre» si respectueux du «sacré»... Ni à expliquer son opinion sur le caractère «sacré» de la vie humaine prôné par le Hamas et le Hezbollah que soutient le PIR.

On remarquera que, dans cet article sur le sens du «sacré» chez les «damnés de la terre», Houria Bouteldja nous propose une curieuse histoire de l'islam ; en effet, à la lire, on pourrait croire qu'il n'y aurait eu aucune réflexion sur la «*distinction entre le profane et le sacré, la sphère publique et la sphère privée, la foi et la raison*» avant l'intrusion occidentale dans les sociétés arabo-musulmanes ! Or, les écrits d'Averroès (XII<sup>e</sup> siècle) et sa réflexion sur les rapports entre foi et raison sont bien antérieurs à ceux de Descartes (XVII<sup>e</sup> siècle) et aux Lumières (XVIII<sup>e</sup> siècle)...

Le PIR soutient donc des conceptions obscurantistes en matière religieuse, ignore même l'histoire de la pensée musulmane (ou en tout cas la falsifie), mais ses positions ne valent guère mieux sur la question du nationalisme.

## 9. LE PIR SOUTIENT L'ISLAM POLITIQUE

### **Eric : Et qu'en est-il du fondamentalisme et de l'islam politique ?**

**Yves :** Depuis deux cents ans tous ceux qui ont voulu changer le monde et le rendre meilleur ont défendu des conceptions universalistes ; ils ont soutenu que les ouvriers et les paysans avaient des intérêts communs, même s'ils vivaient sur des continents différents et dans des «cultures» différentes.

En 2013 Bouteldja expliqua<sup>80</sup> que le PIR soutenait inconditionnellement la résistance palestinienne, «*quel que soit son visage, qu'elle que soit l'idéologie qui la soutient*<sup>81</sup>», mais qu'il fallait moduler son soutien à chaque période historique. Selon elle, il y a «*vingt ans ou trente ans*<sup>82</sup>» le PIR aurait soutenu le FPLP et George Habache «*un communiste chrétien*» ; il y a dix ans<sup>83</sup> le Fatah de Yasser Arafat «*un nationaliste arabe*», et en 2008, lorsque Gaza fut attaqué, le PIR a soutenu le Hamas à un moment où «*Israël voulait détruire le Hamas, organisation soutenue et élue par le peuple palestinien*<sup>84</sup>».

Mais, selon Houria Bouteldja, cela ne veut pas dire que le PIR le soutiendra ad vitam aeternam ou entretiendrait des liens «idéologiques ou organiques» avec cette organisation. On remarquera quand même que, si H. Bouteldja et Y. Boussouma firent venir en France Ali Fayad, un député du Hezbollah, à l'université Paris I Panthéon Sorbonne, en décembre 2009, c'est donc bien que le PIR et le Hamas ont des liens...

Derrière ces belles paroles anti-impérialistes en apparence, il faut quand même voir que pour les Indigènes de la République, comme pour l'immense majorité de la gauche, de l'extrême gauche et même certains anarchistes, la religion constitue un élément de plus en plus important de leurs politiques identitaires et qu'ils n'ont pas une position plus claire sur le rôle des nationalismes au Sud ou au Nord.

Paradoxalement, alors que les mouvements altermondialistes ont regroupé, au cours des vingt dernières années, des centaines de milliers de militants du Nord comme du Sud pour des actions et d'innombrables réunions contre le «néolibéralisme», s'est répandue l'idée baroque et néfaste selon laquelle les peuples du Nord et du Sud n'auraient rien en commun, que les prolétaires du Nord vivraient sur le dos de ceux du Sud, et que, dans les grands

<sup>79</sup> Houria Bouteldja : «Du sacré des Damnés de la terre et de sa profanation» <http://oumma.com/219681/charlie-hebdo-sacre-damnes-deterre-de-profanation>

<sup>80</sup> Interview OummaTV le 4 Novembre 2013. <http://oummatv.tv/200802/houria-bouteldja-ne-sommes-integrationnistes>

<sup>81</sup> *Idem.*

<sup>82</sup> Houria Bouteldja connaît bien mal même l'histoire du mouvement de libération nationale palestinien puisque le FPLP était influent dans les années 1970, pas dans les années 1990 !

<sup>83</sup> Autre erreur de la porte-parole du PIR : le Fatah connut son apogée au début et au milieu des années 1990, avec les accords d'Oslo en 1993 et la création de l'Autorité palestinienne en 1996, pas au début du XX<sup>e</sup> siècle !

<sup>84</sup> Interview OummaTV le 4 novembre 2013. <http://oummatv.tv/200802/houria-bouteldja-ne-sommes-integrationnistes>

pays occidentaux, les prolétaires «blancs» tireraient leurs «privileges sociaux et symboliques» de l'exploitation des prolétaires immigrés, le tout accompagné de considérations sur le caractère pseudo-progressiste des religions, notamment de l'islam.

Le PIR partage ces lieux communs réactionnaires qui dominent dans les milieux altermondialistes. C'est ainsi que Nicolas Qualender, sous le titre «Liban, une résistance exemplaire<sup>85</sup>» tresse des lauriers au «Parti de Dieu». Dans le même ordre d'idées, on peut citer l'éditorial «Nous ne laisserons pas détruire l'Iran. Organisons la Résistance contre la prochaine guerre américaine<sup>86</sup>» qui ne contient aucune critique contre le régime iranien, tout comme l'interview de Walid Charara dans le numéro suivant «La guerre contre l'Iran aura bien lieu<sup>87</sup>».

## 10. LE PIR ESSAIE DE «MARCHER SUR DEUX JAMBES» MAIS PROMET LE CORPORATISME ETHNIQUE ET RELIGIEUX

**Eric : Hira et d'autres militants du mouvement DTM affirment qu'ils veulent construire un puissant mouvement «black and brown<sup>88</sup>» aux Pays-Bas. Ils n'apprécient guère les organisations «mixtes» qui regroupent les personnes de toutes origines. Ils n'excluent pas la possibilité d'une certaine coopération avec des organisations de la gauche «blanche» qui sympathisent avec leur cause, mais seulement à condition que celles-ci acceptent inconditionnellement la direction du DTM dans la lutte antiraciste et anticoloniale. Comment cela se passe-t-il en France avec les Indigènes de la République?**

**Yves :** Dans une interview<sup>89</sup> réalisée le 30 octobre 2012 deux dirigeants du PIR, Sadri Khiari et Houria Bouteldja défendent une position classique (et tout à fait justifiée sur certains points), celle des Black Panthers ou des organisations du Black Power : oui à des alliances avec la «gauche blanche», mais il faut préserver une autonomie organisationnelle nécessaire ; rester méfiants vis-à-vis des tentatives de récupération. Ces précautions me semblent élémentaires, même si je ne partage nullement les positions du PIR. Mais ce n'est pas à cause de la couleur de peau des gauchistes, des trotskistes ou des anarchistes que je me méfie d'eux, mais à cause de leurs programmes politiques, de leur dogmatisme et de leurs pratiques antidémocratiques et sectaires !

Sadri Khiari et Houria Bouteldja résument ainsi leurs points de divergence avec ce qu'ils appellent la «gauche blanche antiraciste», du moins sa fraction la plus radicale: «*antiracisme abstrait*» ; «*engouement pour les sans-papiers<sup>90</sup>*», «*absence de la question des quartiers populaires*», «*forte timidité sur la question de l'islamophobie*», «*absence d'une critique du racisme à gauche*», timidité vis-à-vis de la Palestine, refus de reconnaître «l'autonomie indigène», trop grande focalisation sur le racisme de la droite et de l'extrême droite.

Pour reprendre une expression maoïste, je dirais qu'ils essaient de «marcher sur deux jambes»,:

– d'un côté, «*le Printemps des quartiers populaires qui est un cadre d'alliance qui accueille des indigènes de tous bords et des organisations blanches*» créé par le PIR «*dans le but de rendre visibles certaines thématiques pendant la campagne présidentielle (...) : les rapports Nord-Sud, la Palestine, les révolutions arabes, la crise économique, les quartiers populaires – et notamment les violences policières –, l'islamophobie, etc.<sup>91</sup>*» ;

– et de l'autre, le Front uni de l'immigration et des quartiers populaires, «*autonome vis à vis de la gauche blanche*».

Pour répondre à ta question sur les alliances, le plus simple est de citer Houria Bouteldja : «*(...) la gauche de gauche est aujourd'hui notre principal allié. Comment choisissons-nous nos alliés ? En fait, c'est eux qui nous choisissent : nous attendons qu'ils se positionnent sur nos combats : islamophobie, Palestine, racisme d'État,*

---

<sup>85</sup> Dès le n° 1 de *L'IR*, octobre 2006.

<sup>86</sup> *L'IR* n° 6, avril, 2007, p. 2.

<sup>87</sup> *L'IR* n° 9, octobre 2007.

<sup>88</sup> Littéralement «noir et marron». Expression intraduisible puisqu'elle désigne autant les personnes d'origine africaine, que celles qui viennent d'Asie, ou, aux Etats-Unis, d'Amérique latine... à condition qu'elles ne soient pas «blanches».

<sup>89</sup> <http://www.contretemps.eu/interviews/%C2%AB-juste-retour-b%C3%A2ton-%C2%BB-entretien-houria-bouteldja-sadri-khiari>.

<sup>90</sup> En fait, ce que le PIR reproche ici à la gauche antiraciste et aux comités de sans-papiers, c'est d'avoir conclu une sorte de pacte implicite de non-agression, de laisser de côté la question du racisme institutionnel et ses implications gênantes pour la gauche, et donc une certaine bonne conscience voire un certain paternalisme de la gauche. Critiques tout à fait fondées d'ailleurs sur ce point.

<sup>91</sup> Interview dans *Contretemps*, *idem*.

*crimes policiers, etc., et nous observons leur prises de position. Sans surprise, c'est la gauche radicale qui vient à nous*<sup>92</sup>..»

Ce qui me pose problème ce n'est pas qu'une organisation veuille préserver son autonomie, c'est plutôt qu'elle défende une forme de corporatisme ethnique qui ressemble étrangement aux idées de la Nouvelle Droite. Alain de Benoist et les Identitaires d'extrême droite à sa suite font l'éloge des cultures «autochtones» à condition que chacune reste dans son lieu de naissance original, reste fidèle à sa religion, à ses coutumes familiales et à ses traditions. Les Indigènes de la République s'opposent violemment au métissage culturel ou religieux avec le même genre d'arguments que l'extrême droite religieuse ou politique.

Sous prétexte de se livrer à une critique (justifiée et nécessaire) de l'angélisme citoyeniste antiraciste dominant et du paternalisme qui en découle, Azzedine Benabdellah<sup>93</sup>, se livre à une véritable apologie de la pureté de la race, au sens ethnique et pas du tout «socio-politique» comme le prétendent les Indigènes pour qui ce concept ne serait, paraît-il, «*ni positif, ni négatif. C'est un terme descriptif, axiologiquement neutre, comme celui de genre ou de classe*»<sup>94</sup>..

Jugez-en plutôt par ces quelques citations : Benabdellah dénonce «*notre disparition graduelle, à travers l'assimilation et son corollaire nécessaire, le métissage*», exactement comme le Front national sauf qu'il parle ici des «non-Blancs» alors que le FN se préoccupe de la pureté des «Français de souche». Ce militant du PIR prétend que le projet colonial aurait eu pour objectif «*la totale dissolution des peuples colonisés*», ce qui est à la fois faux et loufoque. L'exemple de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine montre qu'il était absolument impossible aux colons «blancs» de devenir une majorité démographique dans le Sud ; ou alors il aurait fallu qu'il pratique à la fois un génocide partiel des populations indigènes, non européennes (comme cela s'est passé avec les Indiens d'Amérique), et un métissage systématique avec les survivants de ce génocide (ce que se sont bien gardé de faire les «Blancs» américains), stratégie qui aurait abouti à... faire disparaître la «race» blanche. Ce thème de la «dissolution» des «indigènes» est le reflet inversé du thème paranoïaque fasciste de l'Eurabia, selon laquelle les immigrés extracommunautaires auraient pour projet de «dissoudre» les peuples européens pour mieux les dominer.

Dans les deux cas, on a affaire à des fantasmes identitaires qui concerne beaucoup plus des cultures ou surtout des religions considérées comme éternelles qu'un brassage «ethnique».

Quant à Houria Bouteldja elle est plus «cash» : «*La perspective décoloniale, c'est s'autoriser à se marier avec quelqu'un de sa communauté. Rompre la fascination du mariage avec quelqu'un de la communauté blanche. C'est tout sauf du métissage — une notion que je ne comprends pas d'ailleurs, je ne sais pas ce que c'est. (...) La perspective décoloniale, c'est d'abord de nous aimer nous-mêmes, de nous accepter, de nous marier avec une musulmane ou un musulman, un Noir ou une Noire. Je sais que cela semble une régression, mais je vous assure que non, c'est un pas de géant*»<sup>95</sup>..»

Gentiment poussée dans ses retranchements par les questions de la revue *Vacarme*, Houria Bouteldja nous fait alors de nouveau le coup de «l'indifférence», du «ni pour ni contre», comme sur le mariage homosexuel. Au niveau individuel, le PIR serait «indifférent» au métissage, mais pas au niveau social et politique. En bonne gauchiste qui botte toujours en touche et noie le poisson, elle renvoie la question au moment où la planète serait «décolonialisée» selon des frontières «ethnico-religieuses» pour pouvoir débattre de la question. En clair, on instaurerait un apartheid mondial et une fois cette ségrégation ethnico-religieuse mise en place on se poserait la question du métissage !

Au nom de la «décolonialité», ce que le PIR défend c'est à la fois la pureté de la race pour les «Noirs» et le maintien de l'emprise de la religion musulmane qui perdrait son pouvoir social et politique si les mariages mixtes entre musulmans et non musulmans se multipliaient.

Comme on le voit, le PIR n'a rien inventé et ne fait que reprendre de vieilles recettes réactionnaires...

## 11. LE PIR A-T-IL UN AVENIR ?

**Eric : Crois-tu que les Indigènes de la République aient un avenir ? Quelle direction pourraient-ils prendre ? Vont-ils continuer à croître ? Ou ont-ils déjà atteint leur influence maximale et celle-ci va-t-elle désormais commencer à diminuer ?**

**Yves :** Le PIR attire beaucoup plus de personnes d'origine arabe ou berbère qu'africaine ou antillaise, du moins pour le moment, dans la mesure où ces différentes «communautés» ont chacune leur propre histoire de résistance contre le colonialisme français.

<sup>92</sup> *Vacarme* n° 71, avril 2015 (<http://www.vacarme.org/article2738.html>)

<sup>93</sup> <http://indigenes-republique.fr/le-metis-et-le-pouvoir-blanc/>

<sup>94</sup> *Vacarme* n° 71, *idem*.

<sup>95</sup> *Vacarme* n° 71, *idem*.

Par exemple, les Afro-descendants antillais n'ont pas attendu 2005 et la naissance du PIR pour s'organiser, notamment aux Antilles mais aussi dans l'émigration, pour dénoncer l'esclavage et lutter afin pour que son importance historique soit reconnue non seulement par l'Etat mais aussi dans les manuels scolaires, les médias, etc.

Par conséquent, je doute que les Indigènes de la République puissent prendre la tête d'un «mouvement décolonial» de masse rassemblant tous les «non-Blancs» (ceux que vous appelez les «*black and brown*»). Il est probable que chaque «communauté» conservera ses propres groupes ou associations autonomes, d'autant plus que l'Etat français joue les unes contre les autres, quand il s'agit de distribuer des subventions ou d'accorder un brevet de respectabilité ou de représentativité. Quant aux Coordinations de sans-papiers, même si elles peuvent être partiellement influencées par le même type d'idéologie, sans doute garderont-elles jalousement leur indépendance.

Les Indigènes de la République auront bien du mal à exister sur la scène politique officielle s'ils veulent remettre en cause les règles du jeu édictées par les partis de gauche et de droite traditionnels, et, dans une perspective historique plus large et plus longue, par l'Etat français depuis 1789. Mais ils peuvent acquérir un petit pouvoir symbolique de nuisance dans les médias, les maisons d'édition et à l'Université, car ils ne représentent pas une menace sérieuse pour le système capitaliste, bien au contraire. Leur objectif principal n'est pas d'organiser les prolétaires des anciennes colonies françaises, mais de se trouver une petite place dans la superstructure capitaliste en tant que producteurs d'idéologie.

Ce qui me préoccupe le plus ce n'est pas tant l'influence militante du PIR (qui est et restera probablement limitée), mais le courant politico-intellectuel plus large, diffus, auquel ils appartiennent et qu'ils nourrissent de leurs polémiques.

Tous ces gens-là utilisent très bien les médias sociaux et tu peux facilement observer l'impact de leurs idées si tu écoutes les radios «communautaires» musulmanes ou antillaises, ou si tu lis des sites communautaires comme oumma.com. Leur idéologie identitaire offre une explication facile aux exploités d'origine non européenne qui sont victimes du racisme structurel ou d'un racisme ouvert (à part les Asiatiques qui ne sont pas touchés par leur propagande, même si, selon les pseudo théories du PIR les Chinois, Vietnamiens, Cambodgiens, Pakistanais, Ceylanais, etc., sont certainement des «non-Blancs».

Seule exception : les migrants asiatiques qui ne sont pas touchés par leur propagande (qui sont de toute façon totalement ignorés par le PIR), mais plutôt par celle de la droite. Deux manifestations xénophobes successives ont été organisées en 2010 et 2011 par certains dirigeants et commerçants de la communauté chinoise contre les «Arabes» et les Africains. Même si le texte d'appel en français était modéré, ce n'était pas du tout le cas des commentaires en chinois sur les réseaux sociaux<sup>96</sup>.

L'idéologie confuse du PIR ou d'autres groupes identitaires africains, antillais ou maghrébins nourrit l'hostilité non pas contre l'Etat et la bourgeoisie, mais contre la majorité des travailleurs franco-français qui ne sont ni musulmans ni d'origine «extracommunautaire», comme disent les technocrates européens. C'est là que réside l'influence, limitée mais néfaste, du PIR : comme d'autres groupes identitaires de gauche, les Indigènes de la République contribuent à diviser un peu plus les exploités sur des critères raciaux, nationaux, ethniques et religieux, en maniant une rhétorique pseudo radicale.

Ils contribuent également à propager des théories conspirationnistes de la pire espèce: un des membres de leur mouvance, le sociologue Saïd Bouamama, a organisé une réunion, le 27 mai 2015, avec Michel Collon. Et Collon a déclaré<sup>97</sup> «*Les frères Kouachi ont en réalité été formés et armés par [le ministre français des Affaires étrangères] Fabius et consort pour aller faire la guerre à un gouvernement qui dérangeait les multinationales des États-Unis et d'ailleurs*».

Attaquer nommément Fabius et non la classe dirigeante française, ou même la social-démocratie, a un triple avantage :

1. Tout le monde sait que Fabius est juif et soutient la politique d'Israël, donc on n'a pas besoin de mentionner sa judéité et on ne risque pas de procès pour antisémitisme, mais on fait passer le message ;

2. Fabius, même s'il a été jugé innocent, a comparu en justice pour ses responsabilités lors du scandale concernant les transfusions sanguines (cette affaire avait fait la joie de l'extrême droite qui pouvait ainsi revenir à l'un des plus vieux mythes antisémites, le Juif empoisonneur et tueur) ;

3. Fabius est ministre des Affaires étrangères de la France, donc cela permet de sous-entendre que «les Juifs», les «sionistes» sont derrière les attentats de Paris et plus généralement derrière Daesh, confirmant ainsi la rumeur qui court sur les réseaux sociaux...

Tout en étant un groupuscule, le PIR partage donc toutes les tares politiques du milieu gauchiste et altermondialiste.

(Interview réalisée en plusieurs étapes par **Eric Krebbers** et terminée eau début de novembre 2015. Traduite en néerlandais sur le site de Doorbraak et en anglais sur mondialisme.org)

<sup>96</sup> Cf. cet article très consensuel et citoyeniste: <http://www.laviedesidees.fr/Les-manifestations-des-chinois-de.html>. Et une analyse anarchiste très différente : <http://www.non-fides.fr/?Retour-sur-la-recente-flambe>

<sup>97</sup> <http://www.nordeclair.fr/info-locale/roubaix-charlie-pretexte-a-developper-la-theorie-du-complot-ia50b12891n750168>

# ANNEXE :

## SUR

## LA LUTTE

## CONTRE L'ANTISEMITISME EN FRANCE

Je voudrais ajouter quelques remarques à propos de l'histoire de l'antisémitisme dans la gauche française et internationale, en particulier dans les années 1960 et 1970.

Je me souviens bien de la guerre des Six Jours, du 5 au 10 juin 1967. A cette époque, après avoir milité pendant deux ans au Mouvement contre le racisme et l'antisémitisme (MRAP, contrôlé par le Parti communiste français), je faisais partie d'un mouvement contre la guerre du Vietnam contrôlé par les maoïstes. Mon meilleur ami appartenait à un groupe sioniste de gauche (l'Hashomer Hatzair) et il amené des tracts à notre lycée que j'ai distribués avec lui sans me poser de questions.

Ces tracts reflétaient en fait le mensonge du gouvernement israélien qui prétendait qu'Israël allait être attaqué par l'Égypte et avait donc été obligé de «riposter à une agression». Je croyais vraiment, comme lui et de nombreuses personnes (juives ou pas) en France et dans le monde, que les Juifs israéliens risquaient d'être massivement exterminés.

Je n'ai pas oublié comment les lycéens maoïstes de l'UJC-ml (et les normaliens qui les encadraient) qui étaient jusqu'alors très sympa avec nous (nous militions activement avec eux dans le mouvement contre la guerre du Vietnam et contre les fascistes d'Occident, même si nous ne pratiquions pas les arts martiaux comme nos aînés maos) ont aussitôt commencé à nous traiter de «flics». Ils essayèrent de convaincre tous les autres élèves que nous travaillions pour la police. Le plus drôle est qu'un certain nombre de ces calomnieurs sont devenus ensuite de célèbres intellectuels de droite, notamment dans la bande des «nouveaux philosophes».

Je ne suis pas convaincu, comme le pense Nad, que la lutte contre l'antisémitisme ait été aussi puissante et influente dans la gauche et l'extrême gauche au cours des années 1960 et 1970. Plus important encore, je doute fort que le mouvement antiraciste ait en quoi que ce soit forcé l'État français à s'intéresser au judéocide dans les années 1980 et à modifier ses manuels. D'autres facteurs qui ont joué un rôle beaucoup plus important que le mouvement antiraciste (MRAP et LICRA à l'époque).

Pour commencer, le MRAP a changé de nom en 1977 et supprimé la mention de l'antisémitisme dans son titre sans provoquer d'opposition interne importante. Si l'antisémitisme avait été aussi vital pour les «antiracistes de gauche» à cette époque, ils n'auraient pas accepté un tel escamotage qui préfigurait la doxa de l'extrême gauche actuelle.

D'ailleurs, si on lit les témoignages de certains militants juifs d'extrême gauche<sup>98</sup>, on découvre que les mêmes maoïstes ou trotskistes qui admiraient telle ou telle fraction «marxiste» de l'OLP furent très choqués quand ils découvrirent que les Palestiniens «marxistes» doutaient que leurs visiteurs juifs puissent soutenir leur lutte. Et, paradoxalement, c'est ce choc qui poussa ensuite certains juifs gauchistes à devenir... «sionistes» ! Si la vigilance par rapport à l'antisémitisme avait occupé une place déterminante dans leur culture politique, ils n'auraient pas été aussi étonnés des réactions de leurs camarades marxistes arabes...

Pour comprendre l'évolution de la place de l'antisémitisme dans les débats de la gauche, il faut prendre en compte un processus international étudié dans des livres comme *Anti-Semitism in the American Far Left* (Stephen H. Norwood, Cambridge University Press, 2013) et *Israël and the European Left* (Colin Shindler, Bloomsbury, 2011), ainsi que des articles comme «The Persistence of Anti-Semitism on the British Left» («La persistance de l'antisémitisme dans la gauche britannique»)<sup>99</sup>, qui inclut une citation très claire: «*A part quelques groupes néonazis marginaux, les manifestations significatives d'antisémitisme sont presque exclusivement un phénomène de gauche plutôt qu'un phénomène de droite.*» Ces lignes ont été écrites par W.D. Rubinstein en 1982 dans *The Left, the Right and the Jews*.

La guerre des Six Jours a représenté une ligne de démarcation, une ligne de partage des eaux, à l'échelle mondiale. Plus rien n'a jamais été pareil, au niveau international, à la fois pour les Juifs et pour les «Gentils». Après cette guerre, l'image romantique d'Israël, perçu comme un pays fondé sur des kibboutzim «socialistes», a progressivement disparu; l'antisionisme de la gauche et l'extrême gauche a cru et pris une tournure de plus en plus

---

<sup>98</sup> Cf. «*Génération*», 2 volumes, de Hervé Hamon et Patrick Rotman, Seuil, 1987 ; ou «*Les Juifs d'extrême gauche en mai*» de Yair Auron, Albin Michel, 1998.

<sup>99</sup> Ben Cohen, *Jewish Political Studies Review* 16:3-4 (Fall 2004). (<http://www.jcpa.org/phas/phas-cohen-f04.htm>). On peut retrouver le même type d'informations dans l'article classique de Werner Cohn, publié en 1991, «From Victim to Shylock and Oppressor: The New Image of the Jew in the Trotskyist Movement» «Du statut de victime à celui de Shylock et d'opresseur: La nouvelle image du Juif dans le mouvement trotskiste» (<http://www.wernercohn.com/Trotsky.html#4>) qui présente de nombreuses citations de groupes trotskistes en Angleterre et aux États-Unis, après la guerre des Six-Jours.



antisémite, nourrie par la propagande de l'Union soviétique qui a introduit systématiquement l'idée que l'apartheid régnait en Israël, que «le sionisme» (ou pire le ZOG, Gouvernement d'Occupation Sioniste) contrôlait le gouvernement des États-Unis et donc le monde.

Les Juifs qui participaient activement au mouvement des droits civiques aux États-Unis et soutenaient différents mouvements anticolonialistes (le FLN vietnamien par exemple) ont commencé à être maltraités à l'intérieur de ces mouvements anti-impérialistes et antiracistes s'ils ne considéraient pas Israël comme un État raciste-colonialiste-impérialiste équivalant à l'Afrique du Sud. A ce sujet, il suffit de lire ce que les dirigeants du SDS, du SNCC et du Black Panther Party ont écrit et déclaré sur «les Juifs» dans les années 1960.

L'hostilité envers les Juifs (du moins ceux qui hésitaient à (ou refusaient de) se dissocier complètement du «sionisme» et ne voulaient pas la suppression immédiate de l'État israélien) a commencé à croître à l'intérieur de la gauche et à l'extrême gauche **trente ans** avant le début du XXI<sup>e</sup> siècle.

En ce qui concerne la politique de l'État français vis-à-vis du judéocide, je voudrais souligner d'autres raisons que «*d'immenses combats antiracistes*» pour expliquer pourquoi l'«Holocauste» a été introduit progressivement dans les programmes scolaires.

Dans les années 60, le MRAP se préoccupait moins de l'antisémitisme en tant que tel, que des fascistes, des collaborateurs d'extrême droite en France et des néo-nazis en Allemagne ou ailleurs, comme on peut le vérifier facilement en consultant sa presse. Sa propagande était centrée sur le racisme anti-Arabs, anti-Africains et anti-immigrés, la dénonciation de l'apartheid en Afrique du Sud et de la ségrégation raciale aux États-Unis. Le MRAP s'est de moins en moins soucié de l'antisémitisme durant les 25 dernières années du vingtième siècle en France. Les spécificités de l'antisémitisme et du judéocide étaient beaucoup plus centrales dans l'aile beaucoup plus conservatrice et moins militante du mouvement antiraciste, la LICRA.

Pour en revenir à la question des programmes scolaires: ceux-ci sont très liés aux recherches universitaires. Comme chacun sait, les historiens préfèrent toujours jouir d'une certaine distance temporelle avec leur sujet. Ces recherches en France étaient un peu problématiques, car elles auraient obligé les historiens français, en traitant du régime de Vichy, à aborder le passé collaborationniste d'une bonne partie des hauts cadres de l'État, encore en vie dans les années 1960 et 1970, et qui servaient la Cinquième République du général De Gaulle, cette icône de la Résistance française soutenue par la gauche. Maurice Papon<sup>100</sup>, par exemple, ne fut pas traîné en justice avant 1982 pour son rôle sous Vichy et il ne fut condamné **que seize ans** plus tard.

En fait, le renouvellement des recherches historiques sur le judéocide et sa dimension française a été nourri par des universitaires **américains** qui ont joué un rôle précurseur comme Paxton, Hoffman et Hillberg, ou par l'historien israélien Sternhell, et c'est seulement à la fin des années 80 que le système scolaire a commencé à inclure le judéocide dans les manuels comme l'a exposé Dominique Borne<sup>101</sup>. Le passage du temps (quarante ans) explique pourquoi il ne fut possible d'aborder le passé français proche que dans les années 1980.

Un autre élément important est que en France, comme dans de nombreux autres pays, les politiques identitaires ont commencé à croître et influencer les attitudes des militants de gauche dans les années 1970. Cette évolution a évidemment touché les Juifs de gauche et les a poussés à s'intéresser à la culture et à l'histoire de leur famille, voire au judaïsme lui-même (l'ancien dirigeant maoïste Benny Lévy devint un spécialiste de la Torah!). Ce processus identitaire a également stimulé un peu les recherches historiques à propos de l'antisémitisme en France, recherches qui n'étaient pas considérées comme une priorité auparavant – et ne le sont toujours pas d'ailleurs en 2015. Aujourd'hui, il existe des départements d'études juives en Israël, en Allemagne et aux États-Unis, mais seulement un en France (qui de surcroît s'intéresse à des questions moins politiques et actuelles qu'ailleurs), et la plupart des chercheurs universitaires qui s'intéressent à l'antisémitisme sont d'origine juive, ce qui ne suggère pas une très grande vigilance politique chez les historiens non juifs vis-à-vis de ce fléau...

Le regain d'intérêt pour l'antisémitisme et le judéocide est dû aussi à la façon dont l'État d'Israël, après le procès Eichmann en 1963, a décidé d'intégrer l'histoire des Juifs d'Europe de l'Est dans l'histoire nationale du peuple juif-israélien (pour renforcer les raisons pour lesquelles l'État israélien devait continuer à exister) et de donner une importance primordiale à l'étude de l'Holocauste.

Tous ces facteurs internationaux et les transformations intervenues au sein des mouvements sociaux des années 1970 et à l'intérieur des sociétés européennes (la croissance des politiques identitaires et la disparition de l'identité de classe, comme l'a souligné Nad, après la lourde défaite de la classe ouvrière européenne à cette époque) ont joué un rôle beaucoup plus important dans l'attitude de tous les États occidentaux face au judéocide et à l'antisémitisme, que l'influence supposée des mouvements antiracistes «de masse» qui auraient lutté contre l'antisémitisme. Si en 1968 nous avons crié «Nous sommes tous des juifs allemands», pour soutenir le dirigeant étudiant franco-allemand Daniel Cohn-Bendit, ce n'était pas parce que la gauche et l'extrême gauche étaient super conscientes de la nocivité de l'antisémitisme, mais pour trois raisons :

---

<sup>100</sup> Ce haut fonctionnaire ordonna une répression meurtrière le 17 octobre 1961 contre une manifestation à Paris au cours de laquelle près de cent cinquante Algériens furent tués par les flics ou jetés dans la Seine où ils se noyèrent. Cinquante-quatre ans après ce massacre d'État, les responsables n'ont toujours pas été jugés ni condamnés.

<sup>101</sup> [http://circ-evreux5.spip.ac-rouen.fr/IMG/pdf/dominique\\_borne.pdf](http://circ-evreux5.spip.ac-rouen.fr/IMG/pdf/dominique_borne.pdf)

– nous étions imprégnés par la tradition antifasciste diffusée par les gaullistes et la gauche socialiste et communiste ;

– nous étions beaucoup moins anti-allemands que nos parents et grands-parents (du moins ceux d'entre nous qui étaient Français depuis deux ou trois générations) qui avaient connu trois guerres en l'espace de 70 ans (1870, 1914, 1839) ;

– et parce que quelqu'un a habilement forgé un mensonge accusant le secrétaire général du Parti communiste français d'avoir dénoncé Cohn-Bendit comme un «Juif allemand».

En fait, Georges Marchais, la canaille stalinienne en question, avait attaqué dans un article l'«anarchiste allemand Cohn-Bendit». Ce type d'attaque relevait du registre normal d'insulte dans la bouche, ou sous la plume, d'un stalinien nationaliste français, dirigeant d'un parti dont le slogan favori, pendant la seconde guerre mondiale, était «A chacun son boche». Mais Marchais n'avait à aucun moment mentionné la judéité de Cohn-Bendit.